

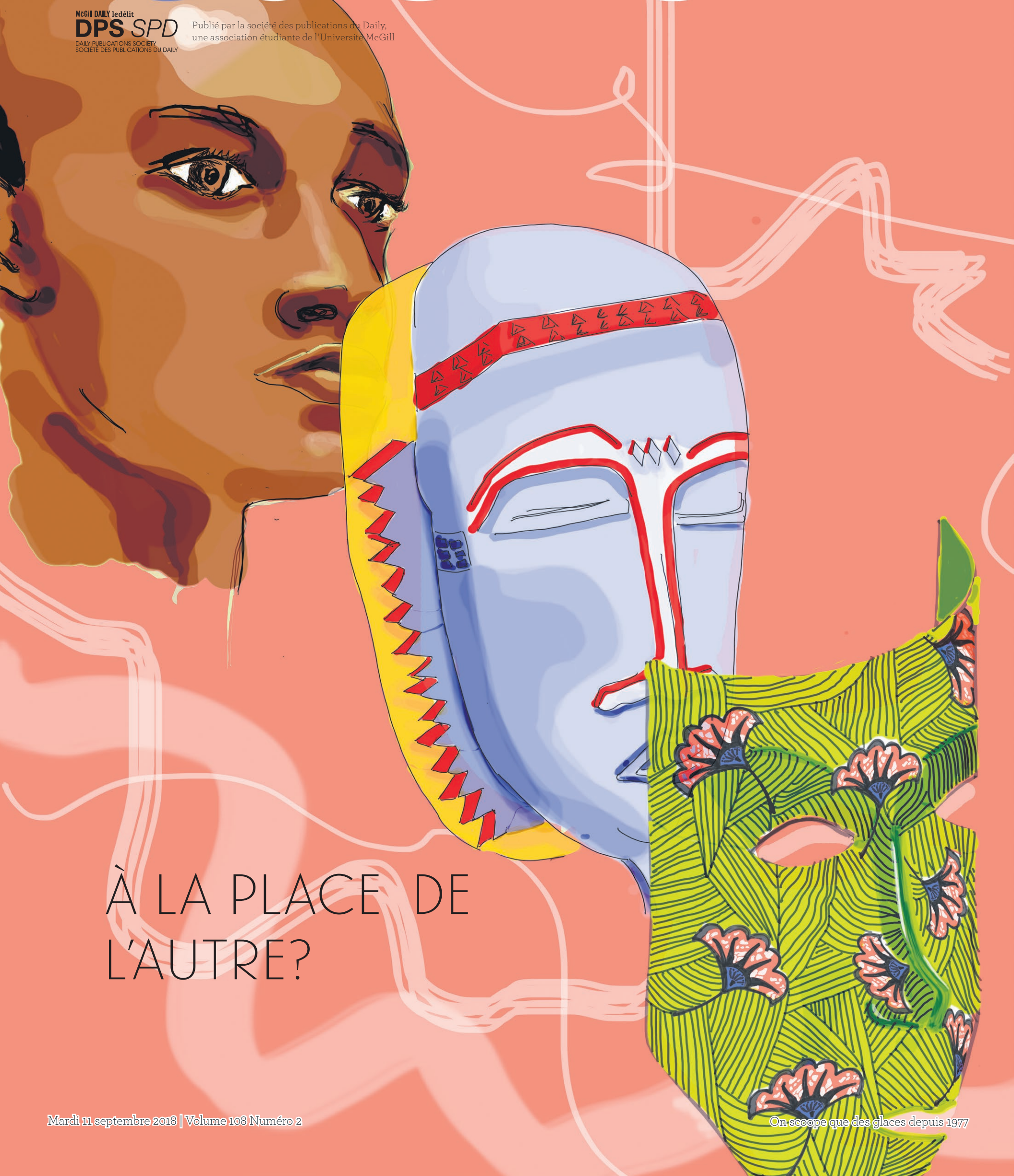
le d'édélit

McGill DAILY le d'édélit

DPS SPD

DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

Publié par la société des publications du Daily,
une association étudiante de l'Université McGill



À LA PLACE DE
L'AUTRE?

«Allez-y, parlez, personne ne vous écoute»

LARA BENATTAR, KATHERINE MARIN
ET SIMON TARDIF

Le Délit

Plusieurs mois ont passé depuis les affaires *SLÁV* et *Kanata*. Que reste-t-il des poussières retombées? Souvent, le débat sur l'appropriation culturelle est vidé de son sens: on le pense constitué de positions auxquelles personne ne croit vraiment.

Pour défendre la légitimité de la notion, on souligne souvent l'importance de l'oppression et de la marginalisation vécues par les communautés dont les symboles sont issus et placés sur des scènes dont elles ont été et continuent d'être exclues.

Cependant, une telle affirmation ne nie pas pour autant la beauté et l'inévitabilité de l'entrelacement des cultures. Autant au sens de l'ensemble des productions artistiques (la Culture) qu'au sens de l'ensemble des histoires, des pratiques et des croyances (une culture), nulle culture n'est étanche («La Tragédie de la culture», p. 11). Chacune se nourrit des différentes influences qui la constituent et le sens de ses éléments varie selon les interprétations de ses récepteur-riche-s. Cet argument suffirait à défendre, au nom d'une «liberté artistique» jamais définie, le droit à qui veut récupérer les symboles caractéristiques de toute culture. L'idée semble être que puisque les mouvements des échanges interculturels sont de toute façon inévitables, il serait justifié de les reproduire consciemment dans toutes les situations, et ce, peu importe les expériences des personnes concernées.

Nous pensons qu'il est de notre devoir, au contraire, de nous interroger sur la légitimité et la portée de cette récupération lorsqu'elle n'est pas le fait des

forces inéluctables de l'Histoire mais plutôt celui de décisions individuelles que — semble-t-il — l'on aurait pu éviter. Il semble urgent de critiquer l'idée que nous souffrons et jouissons tous des échanges interculturels de la même manière.

Le problème central est celui de la représentation: comment prétendre honorer une culture donnée en repeignant ses symboles tandis qu'on l'efface de la toile? Pourquoi porter les masques représentés sur la couverture si, par-là, on efface ceux et celles qui les ont créés? L'annulation des représentations de la pièce *SLÁV* de Robert Lepage et Betty Bonifassi a été décrite comme de la censure, empêchant le débat d'émerger. («Appropriation culturelle et censure pour *SLÁV*», p. 9). Il semble y avoir là plusieurs traces d'hypocrisie.

Hypocrisie d'abord car cette critique est fondée sur la prémisse que le débat peut concrètement émerger, ce qui suppose que les personnes noires et les voix des autres minorités visibles sont déjà assez présentes dans le débat public pour être écoutées, sans que leurs mots ne soient transformés, sans que l'on calque nos préjugés sur leurs paroles. Ce qui suppose aussi qu'il y a aujourd'hui des endroits où le débat entre les communautés peut avoir lieu et être entendu. Nous pensons qu'au contraire, le scandale est un porte-voix des plus efficaces, pour colorer le blanc des voix habituelles.

Hypocrisie ensuite car tout ce Québec blanc et francophone qui s'est tant braqué face aux revendications liées à *SLÁV* et *Kanata* est parfois le même ensemble homogène, qui, à tort ou à raison, s'est jeté aux barricades en 2017 pour cause du portrait — jugé méprisant — des colons français dans la série de CBC, *Canada: The Story of Us*.

Hypocrisie enfin car Robert Lepage, aussi bien intentionné soit-il, n'est pas sans savoir que la réception d'une œuvre ne dépend que trop rarement de la seule intention initiale. La volonté de représenter l'esclavage vécu historiquement par plusieurs segments de l'humanité est noble: peut-être n'avait-il pas en tête uniquement les victimes des traites négrières, peut-être pensait-il, comme Bonifassi, aux Irlandais, ou encore aux esclaves des grandes puissances de l'Antiquité (Athènes, Sparte, Corinthe, Carthage, Rome, etc.) et finalement aux migrants en Libye qui sont les sujets d'un esclavage moderne. Tout ça importe peu, considération faite des réactions du public. Tenir toute cette humanité sur le seul plancher des chants des esclaves noirs avec une quasi-absence de représentation n'assure en rien que la réception sera douce. Affirmer vouloir montrer l'universalité de la souffrance des esclaves n'est pas une justification suffisante. Car c'est ignorer les différences qu'il y a eu et subsistent entre les diverses formes d'esclavage.

SLÁV et *Kanata* sont les chroniques d'une mort annoncée en cela qu'elles témoignent d'une incompréhension du besoin contemporain de représentativité. Pourquoi les esclaves noir-e-s ont-ils récupéré les textes bibliques pour en faire des chants? Parions que c'est en raison de la transcendence qu'offraient ces textes. Si l'on récupère un morceau de culture, que ce soit un bout d'histoire ou une œuvre, il semble que l'on se doit de se demander si cette récupération apportera quoi que ce soit de nouveau, d'enrichissant, à son propre paysage culturel. L'importance d'une récupération (s'il est possible de nommer la chose de la sorte) tient finalement dans la hauteur qu'elle permet d'atteindre, dans la perspective des cimes où l'on peut se guérir du réel. ☹

RÉDACTION

2075 Boulevard Robert-Bourassa, bureau 500
Montréal (Québec) H3A 2L1
Téléphone : +1 514 398-6784

Rédactrice en chef
rec@delitfrancais.com
Lara Benattar

Actualités
actualites@delitfrancais.com
Astrid Delva
Juliette De Lamberterrie
Antoine Milette-Gagnon

Culture
artsculture@delitfrancais.com
Grégoire Collet
Évangéline Durand-Allizé

Société
societe@delitfrancais.com
Katherine Marin

Philosophie
philosophie@delitfrancais.com
Simon Tardif

Coordonnateur de la production
production@delitfrancais.com
Sebastien Oudin-Filipecki

Coordonnatrices visuel
visuel@delitfrancais.com
Alexis Fiocco
Béatrice Malleret

Multimédias
multimedias@delitfrancais.com
Vacant

Coordonnateurs de la correction
correction@delitfrancais.com
Niels Ulrich
Amine Baouche

Webmestre
web@delitfrancais.com
Mathieu Ménard

Coordonnatrice réseaux sociaux
reso@delitfrancais.com
Julie Mollard

Événements
evenements@delitfrancais.com
Madeleine Gilbert

Contributeurs
Anna Jingjing Dang, Marilyn Desautels, Marie Sicaud, Sara Fossat, Samuel Ferrer, Mahaut Engérant, Prune Engérant

Couverture
Alexis Fiocco
Béatrice Malleret

BUREAU PUBLICITAIRE
3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale
Boris Shedov

Représentante en ventes
Letty Matteo

Photocomposition
Mathieu Ménard

The McGill Daily
coordinating@mcgilldaily.com
Lydia Bhattacharya

Conseil d'administration de la Société des Publications du Daily
Lydia Bhattacharya, Léandre Barôme, Tony Feng, Boris Shedov, Nouëdyn Baspin, Julian Bonello-Stauch, Lara Benattar

Les opinions exprimées dans les pages du Délit sont celles de leurs auteur-e-s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le Délit n'est pas affilié à l'Université McGill.

L'usage du masculin dans les pages du Délit vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire. Les opinions de nos contributeurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction. Le Délit (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mardis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits ont été auparavant réservés). L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

CAMPUS

McGill surveille ses étudiant·e·s

Le Délit dévoile les documents internes liés à la gestion des inconduites sexuelles.

SÉBASTIEN OUDIN-FILIPPECKI &
ANTOINE MILETTE-GAGNON
Le Délit

Alors que la gestion de violence sexuelle prend de plus en plus de place dans le discours public, plusieurs événements ont fait fortement réagir la communauté mcgilloise ces derniers mois. D'une part, l'Association Étudiante de l'Université McGill (AÉUM, SSMU en anglais) a publié une lettre ouverte demandant à l'Université d'agir en ce qui concerne la gestion des inconduites sexuelles. D'autre part, le professeur Amhed Ibrahim, sur qui des allégations de violence sexuelle circulent, a déposé une poursuite envers une étudiante et un collègue pour diffamation.

En vertu de la Loi sur l'accès à l'information, *Le Délit* a obtenu copie de certains documents de communication interne de l'Université en lien avec ces événements. L'intégralité des documents obtenus est disponible sur le site web du *Délit*.

suffisant de faits font l'objet d'enquêtes rigoureuses.» et qu'elle ne tolérât «aucune forme d'inconduite sexuelle». Quelques jours plus tard, 148 professeur·e·s apportaient leur soutien aux revendications étudiantes et ce alors que près de 800 étudiant·e·s des Universités McGill et Concordia organisaient une manifestation sur le campus, en face du Pavillon de l'administration James. Lors de ce rassemblement, la vice-présidente aux Affaires externes, Connor Spencer, a sommé l'administration de prendre des mesures concrètes sous peine de dénoncer la situation à la ministre de l'Enseignement supérieur Hélène David. Suite à ces pressions, l'administration mcgilloise annonçait le 10 mai la nomination d'un enquêteur indépendant responsable du traitement des plaintes d'inconduite sexuelle (dont le nom n'a pas encore été annoncé) et la formation d'un comité spécial du Sénat chargé d'étudier les relations intimes entre les membres du personnel enseignant et les étudiant·e·s.

critiques : «*McGill a déjà écrit trop de courriels visant à apaiser [la communauté], crée trop de bureaux n'ayant aucun pouvoir pour [ou ne choisissant pas de] prendre des mesures concrètes, la même situation qui existait déjà 15 ans auparavant, existe aujourd'hui mais avec un nouveau groupe d'étudiant·e·s.*» peut-on lire dans un courriel envoyé au Vice-principal Christopher Manfredi.

Poursuite du Pr. Ibrahim

Autre événement ayant défrayé la manchette, le Pr. Ahmed Ibrahim intente un procès à une étudiante de premier cycle, Sarah Abdelshamy, et à un de ses collègues, le Pr. Pasha Khan. Le Pr. Ibrahim les accuse d'avoir organisé une «campagne de diffamation» à son encontre au sein de l'Institut d'Études Islamiques. En effet, ce dernier leur réclame un montant de 600 000 dollars pour avoir organisé «une 'vendetta' contre lui [...] dans le but de le faire congédier».

Si le Pr. Ibrahim admet avoir eu des «relations consensuelles» avec une étudiante mcgilloise (dont le nom n'a pas été mentionné) au cours de l'année scolaire 2014-2015, la poursuite déclare qu'il est «désormais considéré comme un prédateur sexuel, un harceleur, un violeur [...]» et que les allégations portées à son encontre par le Pr. Khan et Mme Abdelshamy ont gravement endommagé sa réputation et qu'il a «désormais perdu toute possibilité de trouver un emploi dans son domaine au Canada et aux États-Unis [...]».

Dans un courriel au *Délit*, l'administration mcgilloise a fait savoir qu'elle ne commenterait pas une affaire en cours devant les tribunaux. Toutefois, dans un courriel adressée à la sous-ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Sylvie Barcelo, l'Université déclare travailler «avec la communauté mcgilloise pour sensibiliser les membres de notre communauté aux enjeux liés aux inconduites sexuelles, pour améliorer l'appui aux victimes de ces inconduites et pour améliorer nos procédures en cas de dénonciation ou de plainte.»

Réaction sur le campus

Cette poursuite a été vivement critiquée par plusieurs associations étudiantes mcgilloises, en premier lieu l'AÉUM qui a fait

savoir qu'elle «condamnait fermement cette poursuite», citant notamment un article publié dans le *McGill Daily* en 2015 qui, selon l'AÉUM, «est largement connu comme ayant été écrit à propos de lui [le professeur Ibrahim, ndlr]». Dans la foulée des événements, le mot-clic #ImWithSarah a été créé et relayé par des dizaines de personnes sur Facebook ainsi que sur Twitter.

Le Délit a également appris qu'un agent de communication de l'Université a fait un compte-rendu de l'impact média de la poursuite. L'agent a entre autres surveillé spécifiquement les activités de Marina Cupido, vice-présidente aux Affaires externes de l'AÉUM, offrant notamment un décompte des mentions *J'aime* et des partages d'une publication dénonçant la situation sur son compte Facebook

personnel. L'agent a également informé l'Université lorsque la v.-p. a changé sa photo de profil en précisant que la photo était accompagnée des propos suivants : «La responsabilité de la communauté n'est pas de la diffamation. #WeBelieveSurvivors. #ImWithSarah puisque lorsque les institutions échouent à nous protéger, nous devons pouvoir nous protéger entre nous».

Quant à elle, la *World Islamic and Middle East Studies Students' Associations* (WIMESSA) déclare, avoir «parlé à l'administration mcgilloise de manière répétée durant ces dernières années à propos du climat de peur, de danger et de secret» qui régnait au cœur de l'Institut et eu «le sentiment d'être ignorée et [que ces préoccupations, ndlr] n'avaient pas été entendues». ☹

«La principale [...] Suzanne Fortier indique qu'il y a eu, depuis 2015, 'neuf cas dans lesquels des allégations de comportement inappropriés, de degrés variables, de la part d'un professeur ont été portés à l'attention d'un membre de la haute administration de McGill'. Des enquêtes seraient toujours en cours dans 'deux des cas'»

Lettre ouverte

En avril dernier, l'AÉUM publiait une lettre ouverte réclamant une enquête indépendante sur le processus de plaintes à l'encontre du corps enseignant de la Faculté des Arts. Cette lettre, sous la forme d'une pétition, signée par plus de 1000 étudiant·e·s et une quarantaine d'associations dénonçait des «secrets de polichinelle» quant aux comportements inappropriés de certains professeur·e·s. La lettre dénonçait également les relations intimes que ces dernier·ère·s entretiendraient avec des étudiant·e·s de premier cycle et des cycles supérieurs.

L'Université avait alors répondu que «tout rapport officiel, toute plainte officielle et toute allégation présentant un nombre

Gestion de crise

Dans une lettre adressée à l'ex-présidente de l'AÉUM Muna Tojboeva dont *Le Délit* a obtenu copie, la principale et vice-chancelière Suzanne Fortier indique qu'il y a eu, depuis 2015, «neuf cas dans lesquels des allégations de comportement inappropriés, de degrés variables, de la part d'un·e professeur·e ont été portés à l'attention d'un membre de la haute administration de McGill». Des enquêtes seraient toujours en cours dans «deux des cas». La Pre Fortier précise toutefois qu'il était «extrêmement difficile» pour l'Université d'agir lorsque les allégations étaient «vagues», «anonymes» ou «ne fournissaient pas assez de preuves».

Cependant, la gestion de cette crise par l'Université a suscité de vives

**LE PETERSON
EST MAINTENANT
PRÊT À VOUS
ACCUEILLIR**

AU CŒUR DU QUARTIER
DES SPECTACLES

LOFT ET PENTHOUSE
TÉMOINS POUR VISITE

LOFTS AVEC PLAFONDS
DE 18 PIEDS À PARTIR DE
425 000 \$+TX

PENTHOUSES À PARTIR DE
769 000 \$+TX

DÉCOUVREZ TOUT CE QUE LE PETERSON PEUT VOUS OFFRIR.

BUREAU DES VENTES
405, RUE DE LA CONCORDE, AU 33^e ÉTAGE (LOCAL 3301)
MONTREAL 514 904-8855

LE PETERSON
LePeterson.com

PLACE-DES-ARTS

RENTRÉE DE L'AEUM : QUESTIONS PRESSANTES

Le président admet les erreurs de l'ancienne association étudiante.

ANTOINE MILETTE-GAGNON
Le Délit



Tre Mansdoerfer
Président

Tre Mansdoerfer, étudiant en génie, est le président de l'Association Étudiante de l'Université McGill pour l'année académique 2018-2019. Selon la constitution, trois enjeux principaux composent son rôle: la gouvernance, le *leadership* de l'AEUM ainsi que la représentation générale du corps étudiant. Cette année, le président aura, entre autres, pour objectif de reconstruire la confiance des étudiant·e·s envers l'AEUM et d'encourager leur réengagement au sein de leur association étudiante.

Nouveaux projets

Durant l'été, Tre a rencontré 70 présidents d'associations étudiantes aux États-Unis et au Canada, dont Harvard, Columbia et Yale pour discuter des projets se préparant dans les autres universités nord-américaines. Selon lui, «vous ne serez jamais plus intelligents [qu'un groupe de] 70 personnes faisant exactement ce que vous faites». Un autre projet important pour l'AEUM est la récente acquisition d'un bâtiment au 3501 Peel. Le président précise toutefois qu'il ne sera

pas ouvert cette année puisqu'il lui faut obtenir un permis de zonage commercial. De plus, des travaux sont nécessaires pour le rendre accessible aux personnes en situation de handicap, notamment en construisant une rampe à l'arrière. Des discussions sont encore en cours pour déterminer comment rendre accessible les étages supérieurs.

Couverture dentaire

Le Comité d'administration de l'AEUM a réduit la couverture dentaire des étudiant·e·s de 750 dollars à 500 dollars. Questionné sur les motivations de cette décision, le président explique qu'elle a été la conséquence d'une erreur du v.-p. Finances, Esteban Herpin, qui aurait surestimé l'argent disponible à l'AEUM. Il soutient que la décision a été motivée par le fait que «moins de 5%» des étudiants réclament des frais dépassant 500 dollars en soins dentaires. «C'est de cette façon que nous pouvons justifier cette réduction», explique-t-il, en faisant référence aux statistiques d'utilisation. «Cette coupe n'aurait pas dû arriver. Ça n'aurait pas dû affecter les étudiant·e·s. L'AEUM

s'est plantée l'an dernier et nous avons à régler cela à la première rencontre du comité», admet-il. Tre Mansdoerfer indique toutefois que la couverture des soins de santé et des soins dentaires doit être renouvelée cette année et qu'il souhaite «beaucoup de consultations étudiantes sur le sujet».

Volonté de réengagement

Lors de sa campagne pour la présidence, Tre Mansdoerfer a fait du réengagement de la population mcgilloise au sein de l'AEUM l'une de ses priorités. Le président mentionne que la perte du bâtiment Shatner pour l'année représente un défi supplémentaire pour redorer le blason de l'association étudiante, mais «qu' être le plus honnête possible, tout en montrant les nouveaux espaces pour les étudiant·e·s et les efforts tangibles venant de l'AEUM, est une façon de reconstruire la confiance».

Le président met également l'accent sur ses «fortes relations» avec les diverses associations étudiantes de facultés de l'université. «Je crois que ce qui est

unique en ce moment est que les facultés ne sont pas seulement enclines à nous aider, mais également à nous fournir des locaux permanents au sein de leurs bâtiments». Tre Mansdoerfer affirme que c'est une façon de reconstruire des liens entre l'AEUM et les associations de facultés.

Un autre moyen avancé par Tre concerne l'utilisation du nouveau bâtiment au 3501 rue Peel. «Travailler avec les facultés, faire des trucs sympas pour les étudiants et faire un super usage du nouvel espace sont les meilleurs moyens de rétablir la confiance [envers l'AEUM]», résume-t-il.

Violence sexuelle

Questionné quant aux actions entreprises par l'administration mcgilloise pour combattre la violence sexuelle sur le campus, Tre Mansdoerfer a fortement mis l'accent sur l'importance du poste d'enquêteur externe pour les cas de violence sexuelle. Il a également souhaité voir un plus grand nombre d'étudiant·e·s invités aux tables de discussion avec l'administration. ☹

Il sera impossible de combler les attentes de tous les clubs étudiants.

JULIETTE DE LAMBERTERIE
Le Délit

Sophia Esterle, étudiante en arts, est la vice-présidente à la Vie Étudiante de l'Association Étudiante de l'Université McGill (AEUM, SSMU en anglais) pour l'année académique 2018-2019. Selon la constitution, son rôle s'organise autour de trois enjeux principaux; les groupes étudiants, la santé mentale, et les soins familiaux. Mais cette année, sa principale préoccupation sera inmanquablement d'assurer la continuation de l'activité de tous les clubs étudiants de l'université malgré la fermeture du bâtiment Shatner, qui restera définitivement inactif pour la totalité de l'année à venir.

Un défi de taille

On nous annonçait au mois d'août, dans un communiqué de l'AEUM, que le centre universitaire, lieu de rencontre de la majorité des groupes étudiants et hôte de nombreux événements ne pourra reprendre son activité comme prévu initialement. Ainsi, l'AEUM

promettait de trouver des espaces alternatifs, et d'obtenir des fonds pour rembourser la location de ceux-ci. «J'aimerais bien que tout marche, [...] mais en réalité, cet été, on a commencé de rien [...], je ne pense pas qu'il soit réaliste de penser qu'on puisse trouver des espaces pour tout le monde.» Sophia se dit très déçue de cette situation: «J'ai pris cette position en partie pour aider et travailler avec les clubs; [...] quand je reçois des emails d'étudiants qui ont un événement prévu pour la semaine, mais pour lequel je n'ai pas de local, ça me brise le cœur. [...] Nous ne serons jamais en contrôle de la situation».

Santé mentale; du travail

Sophia, dès le début de l'entrevue, fait comprendre que la santé mentale des étudiants est un sujet qui lui tient très à cœur, ce qui l'a grandement poussée à postuler pour le rôle de vice-présidente à la vie étudiante. À la demande d'un diagnostic de la situation actuelle à McGill, celle-ci répond que les prises de position étudiantes lui semblent encourageantes; selon elles, les conversations entre eux

à ce sujet se multiplient, et ils se soutiennent plus ouvertement sur le sujet. «J'ai de super commissaires à la santé mentale, avec qui j'ai des conversations extrêmement stimulantes». Elle mentionne le projet de créer un tableau excel, accessible à tous, rassemblant une liste d'informations et de ressources en ligne, liées à l'aide à la santé mentale à Montréal. «En première année, je n'y connaissais rien, et avoir un document comme celui-là m'aurait beaucoup aidé», confie-t-elle. Sophia annonce aussi la création de la semaine de sensibilisation aux maladies mentales, qui se déroulera probablement début octobre. Elle regroupera plusieurs panels, axés autour de différents troubles mentaux, comme les troubles alimentaires, un sujet qui touche beaucoup. L'objectif: «créer des conversations, tenter d'éduquer et d'augmenter la visibilité de ces problèmes.»

«Personnellement, je trouve que l'on est dans un contexte où il est difficile de recevoir de l'aide de McGill, ce qui rend le *peer support* encore plus important. J'ai envie que les conversations commencent». Et ce, dès la première

année. Elle mentionne l'article de l'ancien vice-principal aux études, Olliver Dyens recommandant l'«hygiène de vie», comme solution aux montées d'anxiété des étudiants, qui l'avait beaucoup déçue; un autre élément qui montre que l'administration peine parfois à répondre aux attentes des élèves en termes d'aide et de soutien mental. Lorsqu'elle parle des rencontres avec le service d'orientation et de consultation psychologique, elle admet: «Je pense qu'ils sont très ouverts à entendre nos opinions, mais pas que l'on ait beaucoup de pouvoir».

Les deux plus gros défis de la vice-présidente à la vie étudiante, cette année, sont en fait très liés; assurer la coordination et la bonne activité des groupes étudiants, c'est aussi selon elle porter attention à la santé mentale et au bien-être de tous. Comme l'explique Sophia, «la santé mentale, ce n'est pas seulement avoir accès aux ressources, c'est aussi être intégré dans une communauté, rencontrer d'autres ayant des expériences similaires, avoir un rôle désigné dans un groupe...». ☹



Sophia Esterle
Vice-présidente à
la vie étudiante

RENTRÉE DE L'AEUM : QUESTIONS PRESSANTES

L'Université avance bien lentement en terme d'équité selon Jacob Shapiro.

JULIETTE DE LAMBERTERIE
Le Délit



Jacob Shapiro
Vice-président
aux
affaires
universitaires

Le rôle du vice-président aux Affaires universitaires est de s'assurer, en effectuant des recherches approfondies et en consultant divers niveaux de l'administration, que les étudiants sont dans les meilleures conditions pour étudier et entreprendre leurs projets académiques et extra-scolaires. Les enjeux concernés peuvent donc sembler multiples, puisque, comme l'explique Jacob, bien des choses peuvent constituer des obstacles à l'éducation d'un étudiant. Ainsi, veiller à l'équité constitue une tâche importante du vice-président aux Affaires universitaires.

L'équité, inatteignable?

En abordant la question de l'équité, Jacob souligne tout de suite un vrai problème de représentation, dans le contexte des facultés: «*Au sein du Département d'histoire, d'où je viens, je n'ai jamais vu un professeur noir.*» Il poursuit: «*Comment peut-on s'attendre à avoir un campus équitable si ceux qui transmettent les connaissances, et qui créent les curricula ne proviennent pas de milieux diversifiés? Ce problème ne semble pas être proche de se*

résoudre.» Selon lui, il y a encore beaucoup, beaucoup à faire; «*des tas d'étudiants font encore face à des problèmes très dérangeants, ce qui souligne le rôle des commissaires à l'équité, employés pour recevoir les plaintes, surtout dans le contexte de l'AEUM.*»

Sur une note plus positive, Jacob mentionne tout de même des avancées isolées, du fait de la mobilisation d'étudiant-e-s engagé-e-s et entreprenants: des espaces plus accessibles créés dans la Faculté de génie, ou simplement la formation de communautés comme le BSN (*Black Students' Network* en anglais), *Queer McGill*, l'OSD (Bureau de soutien aux étudiants en situation de handicap).

Et maintenant, le plan, c'est quoi? «*Mon objectif, c'est de ne pas refaire les choses comme dans le passé. [...] Je n'ai pas de priorités fixées, je veux surtout voir les autres, plus spécialisés dans ces sujets, atteindre leurs objectifs.*» N'étant pas la source des idées, son rôle est selon lui de donner des moyens d'avancer, d'amplifier les voix des comités déjà existants, d'encourager les projets et de leur donner la priorité.

Le rôle de McGill

En mai 2018 était publié le rapport final du groupe de travail sur le respect et l'inclusion sur la vie de campus; cette année sera une année de consultations et de commentaires sur le document. Selon lui, «*lorsqu'un groupe de travail entreprend un projet comme celui-ci, il y a généralement de vrais changements qui s'ensuivent.*» Il exprime quelques inquiétudes quant à certaines recommandations, jugées «*larges, voire vagues*», comme celle promettant la création de nouveaux espaces, ce qui faciliterait l'interaction. «*Comment se fait-il que ces espaces n'existent pas déjà? Qu'est-ce que cela entraîne, exactement, de créer un nouvel espace? Les gens vont arriver, et se sourire l'un à l'autre? Cela me semble un peu abstrait.*»

Il trouve encourageant d'avoir la possibilité de débattre et se consulter sur ces enjeux, mais souligne qu'en fin de compte, pour de vraies avancées, les étudiants devront s'y intéresser, lire le rapport, et accepter de donner leur avis. «*Je suis curieux de voir à quoi ces consultations ressembleront.*» Il sera justement en charge de surveiller tout cela.

Maximiser les avantages

Jacob avoue être enthousiaste à l'idée d'un puissant caucus étudiant au Sénat, qui pourra activement défendre d'anciens et de nouveaux projets. Parmi ceux-ci, le développement des ressources éducatives libres, la semaine de lecture du semestre d'automne, la modification de la courbe de notes obligatoire à Desautels, ou de la fonctionnalité *Pass/Fail*, qui permettrait aux élèves d'obtenir leur note à fin du semestre s'ils le désirent. «*Nous voulons passer du temps avec les sénateurs, trouver des solutions. Le but, c'est de travailler sur ces idées, et de montrer qu'elles n'engendrent pas de désavantages, pour quiconque.*»

Consulter les étudiants reste primordial; «*pour tout cela, nous devons disposer de recommandations étudiantes clairement définies*», c'est-à-dire s'assurer, par le biais de recherches approfondies, que les étudiants bénéficieraient forcément de ces projets. Lutter pour plus d'avantages, c'est ainsi que Jacob perçoit son rôle. «*Notre vie est stressante, essayons de trouver des pratiques empathiques qui nous rendent la vie un peu plus facile.*» ☺

Matthew McLaughlin confie son insatisfaction quant aux ressources dédiées aux francophones.

ANTOINETTE MILETTE-GAGNON
Le Délit

Matthew McLaughlin, étudiant de première année en gestion, est le vice-président aux Affaires internes pour l'année académique 2018-2019. Son rôle s'organise autour de trois piliers: l'organisation d'événements, la communication interne et l'implication des étudiant-e-s de première année. Entre traduction et élections québécoises s'approchant, le v.-p. espère augmenter l'intérêt des étudiant-e-s envers l'AEUM et en amener certains à percer la bulle mcgilloise.

Événements à venir

L'un des aspects majeurs du portfolio des Affaires internes est l'organisation d'événements au sein de la communauté mcgilloise. Après avoir coordonné le *Frosh*, le v.-p. entend mener plusieurs projets. D'une part, l'un des projets de sa campagne était celui d'instaurer un calendrier centralisé pour permettre aux étudiant-e-s de connaître tous les

événements (des clubs, des facultés ou encore des étudiant-e-s) sur une plateforme unique. Matthew McLaughlin espère également instaurer un événement caritatif. «*Il n'existe pas d'événement caritatif récurrent au sein de l'AEUM. Nous avons beaucoup de levées de fonds [...], mais elles sont principalement au bénéfice des étudiant-e-s [...].*» Il mentionne aussi un *Town Hall*, prévu chaque semestre, où les membres exécutifs de l'AEUM offriront un compte-rendu du point de vue de leur poste, et où les étudiant-e-s pourront leur poser des questions et «*entretenir une véritable discussion.*»

Francophonie et traduction

En ce qui concerne la francophonie, le v.-p. compte faire traduire toutes annonces récurrentes sur les pages de l'AEUM, comme celles annonçant les rencontres du Conseil législatif ou du Comité d'administration. Le v.-p. reconnaît également l'importance de faire traduire les procès-verbaux de ces rencontres. Le v.-p. explique toutefois qu'il serait

impossible de traduire l'entièreté du contenu de l'AEUM étant donné le délai de 24 à 48 heures nécessaire à la traduction. «*Je comprends que nous avons une large population francophone à McGill et qu'il faut rendre les documents accessibles dans les deux langues.*» Le v.-p. reconnaît que «*beaucoup d'améliorations ont besoin d'être apportées*» pour rendre l'AEUM complètement bilingue. Il soutient toutefois que l'un des problèmes reste le financement, mais qu'il est possible de revoir le processus de sélection des traducteur•rices de l'association, «*puisque cela demande des compétences très spécifiques.*» L'AEUM possède deux traducteur•rice-s étudiant-e-s francophones.

Questionné à savoir si les ressources pour la communauté francophone mcgilloise sont suffisantes, le v.-p. répond que c'est un sujet difficile. «*L'argument que certaines personnes peuvent sortir est celui que McGill est une institution anglophone, mais c'est très faible comme argument selon moi. Nous sommes dans un milieu très francophone, nous avons*

des étudiants francophones, nous sommes dans un pays bilingue et avec le pouvoir que McGill possède, il n'y a pas de raison qui empêcherait de fournir des services et publier des documents en français.»

Percer la bulle mcgilloise

Matthew McLaughlin écrivait en 2017 un article d'opinion dans le *McGill Tribune* appelant les étudiant-e-s à s'intéresser à la politique et à sortir de la fameuse bulle mcgilloise. Le v.-p. soutient que le gouvernement provincial a beaucoup d'impact sur la vie des étudiant-e-s, qu'ils et elles en soient au courant ou non. C'est ainsi qu'il prévoit dédier l'un des prochains *Listserv* aux élections générales québécoises du 1er octobre, notamment en travaillant avec la v.-p. aux Affaires externes Marina Cupido pour offrir à la population étudiante des ressources en ce qui concerne les élections. Matthew McLaughlin entend également utiliser les médias sociaux pour «*aider les étudiant-e-s à exercer un vote informé.*» ☺



Matthew McLaughlin
Vice-président
aux
affaires internes

Photos par Alexis Fiocco

Arc-en-ciel sur René-Lévesque

Montréal sort toutes ses couleurs à l'occasion du 34^{ème} défilé de la Fierté.

ANNA DANG
Le Délit

Le dimanche 19 août à 13h, l'intersection René-Lévesque/Bleury est noire de monde. Certains spectateurs sont installés sur la pelouse, à l'ombre des arbres. D'autres sont assis des deux côtés de la rue. Des bénévoles vêtus de t-shirts, célébrant la diversité des pronoms: « ILS. ELLES. OK. Tous les pronoms sont valides. » arpentent la rue, repoussant la foule débordante sur le trottoir, pour laisser de la place au défilé.

Peu après, toute cette foule se lève comme un seul être. L'anticipation est palpable. Puis enfin, un arc de ballons multicolores apparaît à l'horizon; derrière une voiture de police, un groupe muni d'une pancarte annonçant « Femmes trans premières - plus jamais dernières » débarque en tête. La foule éclate en cris enthousiastes; le défilé commence. Commencant sur la rue Metcalfe, celui-ci longe le boulevard René-Lévesque sur 2,7 kilomètres pour arriver jusqu'à la rue Alexandre-Desève. Cet itinéraire relie l'ancien quartier LGBTQ+ de Montréal au Village actuel, représentant ainsi un pont entre le passé et le présent.

Explosion de couleurs

Toutes sortes de gammes de couleurs se dressent dans la foule: le bleu-rose-blanc-rose-blanc-bleu des personnes transgenres, le noir-gris-blanc-violet de la communauté asexuelle, le dégradé rouge-rose des lesbiennes, le rose-jaune-bleu des pansexuels, le rose-violet-bleu des bisexuels... Certains ont pris soin d'honorer le bleu: la célèbre Tracy Trash s'est déguisée en Neytiri, l'héroïne bleue d'Avatar. A l'occasion du 34^{ème} défilé de la Fierté de Montréal, la ville a d'ailleurs mis l'accent sur cette couleur, pour célébrer l'harmonie. D'autres ont préféré afficher leurs propres couleurs, comme la drag queen d'Air Canada, dont la gigantesque robe rouge-noir-blanc évoque la reine rouge d'Alice aux Pays des Merveilles. D'autres encore restent fidèles au sempiternel drapeau LGBTQ+, comme le Premier Ministre Justin Trudeau, qui arrive tout sourire, à la tête d'une foule brandissant leurs drapeaux arc-en-ciel.

Le défilé est aussi un événement qui célèbre le dynamisme et la vitalité. Une équipe de roller derby passe en trombe au-dessous d'un

drapeau arc-en-ciel; un groupe de cowboys se livre à une démonstration de *line dance*; la fondation Les P'tits Lutins, pour le soutien des victimes du SIDA, débarque avec de joyeux lutins qui sautillent, le sourire aux lèvres. La foule semble particulièrement impressionnée

Au bout de quelques minutes, une personne sourit et pousse une grande exclamation; son cri transperce le silence et est amplifié par la foule. La musique reprend, et le défilé s'ébranle. Les cris des spectateurs paraissent plus enthousiastes, les gestes des

Montréal a pris soin de rendre le défilé accessible aux personnes à mobilité réduite: des zones réservées sont disponibles à l'angle de René-Lévesque et de la rue Place Philips, ainsi qu'à l'angle de René-Lévesque et Amherst. L'organisme local

anglican, ainsi que l'église de St. James. Par ailleurs, l'Association des Libres penseurs athées est également présente.

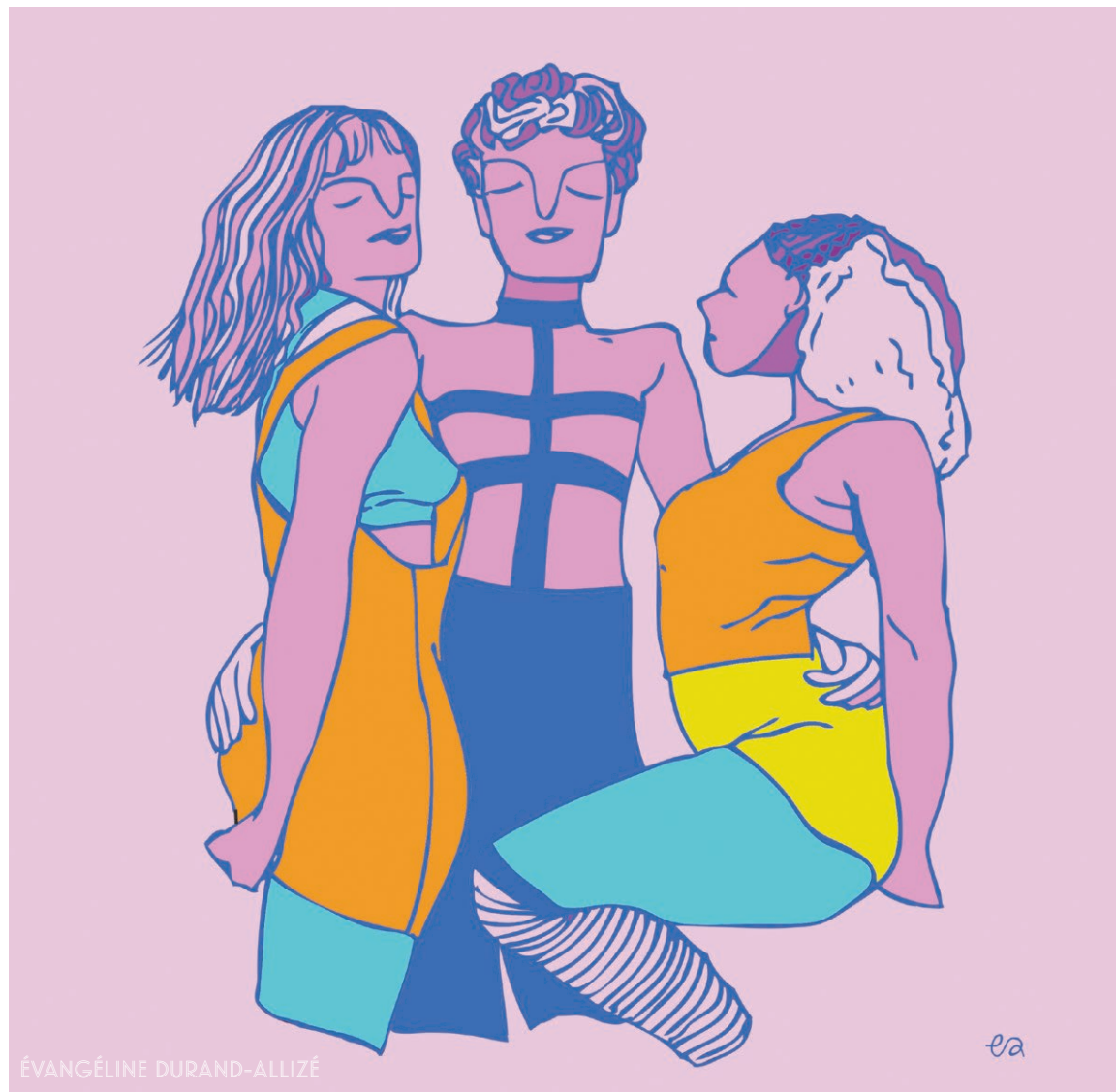
«C'est difficile de dire ce que la Fierté représente pour moi. J'imagine que c'est une période de quelques jours dans l'année, pendant lesquels la culture queer se montre, au lieu de se cacher»

Qu'est-ce que c'est, la fierté?

«C'est juste cool de pouvoir s'exprimer en public», dit Sophie, étudiante du cégep Dawson, «parce que c'est le genre de choses qu'on doit apprendre tout seul, souvent sur Internet. On peut en parler entre amis, mais ce n'est pas vraiment la même chose, c'est sur une autre échelle.» Ses doigts se referment sur le badge affichant «Ace» sur sa salopette. «Dans le bus, je me demandais si je devais cacher mon badge avant d'arriver au défilé... puis je me suis dit non, je n'ai pas besoin de le cacher.»

À la même question, Jérôme, originaire de Toronto, hésite avant de répondre. «C'est difficile de dire ce que la Fierté représente pour moi. J'imagine que c'est une période de quelques jours dans l'année, pendant lesquels la culture queer se montre, au lieu de se cacher.» C'est un thème qui semble revenir souvent: l'idée de se taire, de se cacher, de se dissimuler, puis, à l'occasion d'un festival qui a lieu une fois par an, se montrer.

Il semble y avoir quelque chose d'enivrant, dans l'atmosphère festive du défilé de fierté; il représente pour beaucoup quelque chose de spécial, une occasion de se lâcher, un jour pas comme les autres. «Ça représente la liberté d'expression, tout simplement» résume une autre personne, dont le nom s'est perdu dans les cris de la foule. ☹



ÉVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ

par la troupe des Aigles Noirs, qui slaloment la piste sur leurs trotinettes électriques, déployant fièrement leurs ailes peintes sur des voiles. Bref, ça bouge!

Dans le vacarme, un silence

À 2h30, arrive le Cercle Bispérituel de l'organisme communautaire Montréal Autochtone. Quatre personnes assises en cercle entonnent un chant traditionnel, accompagnées d'un tambour. La fête bat son plein, mais d'un geste soudain plein de réserve, un bénévole vient interrompre les musicien(ne)s. Peu à peu, le silence gagne les autres chars. La rue René-Lévesque semble se figer tout entière, en hommage aux membres de la communauté LGBTQ+ victimes de violences ou du SIDA. Partout, plusieurs personnes lèvent ensemble un poing silencieux.

danseurs plus vigoureux qu'avant, comme pour redoubler de ferveur et de joie après le silence, non pas pour oublier les disparus, mais pour les honorer.

«Le mot d'ordre est fierté, mais aussi diversité et inclusion. Tous les âges sont représentés [...]»

La diversité au pouvoir

Le mot d'ordre est fierté, mais aussi diversité et inclusion. Tous les âges sont représentés: depuis la coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBTQ+ jusqu'à l'ARC, un organisme pour aînés et retraités de la communauté gay. Plusieurs familles suivent le défilé avec des poussettes, aux côtés de personnes âgées tenant des affiches pleines d'humour - «Gay and grey», ou encore «Mémé fait son coming-out.» La ville de

Passion et Handicap est également venu montrer son soutien à la communauté LGBTQ+. Le côté «geek» de la communauté est représenté par le groupe

des *gaymers* de Montréal, ainsi que par de nombreux *cosplayers* éparpillés dans le défilé: un Aquaman, une Wonderwoman, plusieurs Captain America et des Superman. L'arrivée de Shiro, un personnage de la série Voltron, dont l'homosexualité vient d'être confirmée, est accueillie par un tonnerre d'applaudissements.

Le défilé accueille de plus des représentants de la communauté religieuse de Montréal, comme les Sœurs de la perpétuelle indulgence, des membres du Diocèse

Monde francophone

Lundi 3 septembre

Jeudi 6 septembre

A Pékin, le 7e Forum pour la coopération entre l'Afrique et la Chine (FOCAC) s'est ouvert le 3 septembre. Il s'agit d'un sommet qui réunit durant deux jours 53 délégations venues de l'Afrique.

Parmi les chefs d'État présents, les présidents Cyril Ramaphosa, Abdel Fattah el-Sissi, ou encore Omar el-Béchir, respectivement d'Afrique du Sud, d'Égypte et du Soudan. Seul le Swaziland manquait à l'appel, allié de Taïwan, la grande rivale de l'empire du Milieu.

Ce sommet avait pour objectif de célébrer les «nou-

velles routes de la soie», un programme d'infrastructures lancé en 2013 par le président chinois visant à cimenter les relations commerciales de Pékin en Asie, en Afrique et en Europe.

Depuis 2015, la deuxième économie mondiale a investi annuellement plusieurs milliards de dollars destinés au développement économique de l'Afrique. Bien que le géant asiatique se défende de toute ambition néocolonialiste, la relation sino-chinoise est jugée déséquilibrée et risque d'envenimer la situation d'endettement des nations africaines vis-à-vis de la Chine, selon les critiques occidentales. ☹

TEXTE ECRIT PAR
MARIE-HÉLÈNE PERRON
AMANDA FAKIHI
ASTRID DELVA
INFOGRAPHIE RÉALISÉE PAR
ASTRID DELVA
Le Délit

AFRIQUE FRANCOPHONE



L'ambassadrice de France à Bamako (Mali), Evelyne Decorps, a été rappelée à Paris après deux ans de fonction, un an avant la fin prévue de son mandat. Joël Mayer, actuel ambassadeur de France en Mauritanie, sera son remplaçant. Il occupera à son tour ce poste réputé «siège éjectable»: de ses trois derniers titulaires, un seul aura été maintenu pendant trois ans.

Le rappel de Mme Decorps s'effectuera courant septembre. Il fait suite à la réélection du pré-

sident malien Ibrahim Boubacar Keïta (I.B.K.), avec qui les relations diplomatiques ont parfois été difficiles.

La décision a été prise par Paris dans l'optique d'incarner «un nouveau départ» au moment où le gouvernement d'I.B.K. entame un nouveau mandat.

Le président français, Emmanuel Macron, espère des résultats positifs et rapides au Mali, où les frappes djihadistes font rage et où l'opération française Barkhane enlève un nombre croissant de soldats. ☹

Mercredi 5 septembre

Fondée par Xavier Niel, patron du géant Free et par l'Office chéri-fien des phosphates (OCP), la première entreprise du pays, l'école 1337 est basée sur un seul principe: ouvrir les portes du numérique à tous. Construite dans la cité minière de Kouribga, elle est basée sur la gratuité des frais scolaires et l'égalité des chances, à l'image de l'école 42, établissement de formation en informatique cofondé en 2013 à Paris.

La sélection est faite après quatre semaines intensives de «piscine» dans un incubateur où les recrues doivent prouver leurs compétences en programmation informatique. Depuis le 27 août, trois cents candidats ont passé e-s leurs épreuves.

Un nouveau bâtiment est en construction pour abriter les incubateurs de startup pour les élèves les plus doués. Le directeur de l'école, M. El Hilali, a investi plus de quatre milliards d'euros dans ce projet. ☹

ANALYSE POLITIQUE

L'environnement: un enjeu important?

Élections provinciales québécoises 2018: *Le Délit* analyse la campagne électorale.

ANTOINE MILETTE-GAGNON &
SIMON TARDIF
Le Délit



Environnement, changements climatiques, transition énergétique: ces thèmes sont-ils importants aux yeux des Québécois et Québécoises? Oui, mais pas assez pour en faire un enjeu prépondérant de la campagne. Analysons le pourquoi.

Un enjeu important, mais...

Sur papier, l'environnement semble être un enjeu important. En effet, selon la Boussole électorale de Radio-Canada, l'environnement

vient au 4e rang des thèmes les plus importants pour les répondants. Les jeunes y accordent le plus d'importance et les 55 ans et plus y en accordent le moins. De même, des internautes ont commencé à faire circuler un cadre destiné aux photos de profil Facebook indiquant: «Élections 2018: Parlons environnement», exprimant pour eux l'importance de cet enjeu qui se fait moins bruyant que l'éternel «santééducation» répété à tout vent d'élection en élection.

Pourtant, les promesses environnementales sont loin d'être les plus populaires. En effet, selon un sondage Léger, nous pouvons voir qu'une seule promesse liée à l'environnement (réduire de moitié le coût des transports collectifs, par Québec solidaire) se trouve dans le top 10 des promesses les plus populaires. Comment expliquer ce décalage?

Micropromesses

Plusieurs commentateurs politiques l'on dit: l'heure est aux annonces ciblées, voire au clientélisme électoral. En effet, les partis politiques ont multiplié des «micro-promesses» (dîners pour les enfants à l'école, crédits d'impôt supplémentaires pour un 2e et un 3e enfant,

montant d'argent pour les familles, etc.) et une cible s'est dévoilée assez clairement: les familles. Cet électoral étant volatile et ayant un assez haut taux de participation aux élections, c'est évidemment une cible de choix pour tous les partis aspirant à prendre le pouvoir.

Dans ce contexte clientéliste où une partie de l'électorat «magasine» son choix de vote, l'environnement — qui est davantage un enjeu de fond — n'est pas une stratégie payante pour les partis politiques. En effet, être sérieux en matière d'environnement implique généralement d'imposer certaines contraintes (éliminer les voitures à essence, l'exploitation pétrolière, la consommation de produits animaliers, etc.). Il est plus difficile de promettre des «cadeaux électoraux» comme il est possible de le faire en ciblant les familles.

Les partis en rafale

Québec solidaire (QS) est effectivement le parti représenté à l'Assemblée nationale qui accorde le plus d'importance à l'environnement dans sa campagne électorale, énoncé confirmé par La Vérif de Radio-Canada en date du 3 septembre 2018. Ceci est en concordance avec le programme du parti se disant

ouvertement «écologiste». QS, n'ayant que très peu de chances de former le prochain gouvernement, peut «se permettre» d'éviter le clientélisme et se présenter comme acteur n'étant pas issu de la «vieille classe politique». Notons aussi que chez QS, les programmes économique et écologique ont été annoncés au même moment, signe que le parti comprend l'écologie et l'économie dans une symbiose.

Quant au Parti Québécois (PQ), si ses promesses ne manquent pas de «sérieux» dans leur ambition, les modalités de ces mesures offrent le cadre peu restrictif propre aux partis qui assouplissent leurs promesses une fois au gouvernement. Certains digèrent encore mal les actions peu écologiques du dernier gouvernement péquiste élu en 2012. Au regard des promesses de QS, le PQ vise un électoral écologiste modéré axé sur le développement durable et non pas centré autour de véritables positions écologistes crédibles.



LUCE ENGÉRANT

Si le PLQ ne s'est pas vraiment fait remarquer sur l'enjeu de l'environnement et n'en a pas parlé en substance, la CAQ a dû marcher sur des œufs lorsqu'une de ses candidates a déclaré en ondes à Radio-Canada que son parti n'était pas «pro-pétrole», alors qu'un candidat adverse lui a rappelé que l'«exploitation responsable du pétrole et du gaz du schiste» faisait effectivement partie de la plateforme de la CAQ. Les termes «pétrole» et «gaz de schiste» ont été retirés le jour même du site Internet de la CAQ, offrant l'image d'une gestion maladroite du sujet. ☹

L'accès inégal à la culture: l'État doit-il intervenir?

Les réponses inadaptées des gouvernements et du secteur privé.

MARIE SICAUD

L'accès inégal à la culture reste aujourd'hui encore un enjeu politique majeur auquel les gouvernements français et québécois doivent faire face. Si l'engagement de l'État dans le secteur culturel est incontestablement nécessaire, au nom de quelle conception de l'art et de la culture l'État doit-il intervenir, et quel est l'impact d'un tel engagement sur l'émergence de nouvelles formes d'expression artistique? Devrait-on encourager les pratiques de financement privé des organismes culturels?

Un enjeu contemporain

Le constat est sans appel. Non seulement les inégalités d'accès à la culture persistent, mais elles tendent à s'accroître. Certain·e·s mettent en avant des problèmes d'aménagement du territoire qui, il est vrai, font en sorte que les institutions culturelles telles que les musées, les opéras, les conservatoires et autres établissements se concentrent essentiellement dans les grandes métropoles, laissant le reste du territoire dépourvu d'établissements offrant un accès à ces institutions à la population qui y réside. D'autres encore mettent en exergue des fractures d'ordre économique, car inégalités économiques riment souvent avec inégalités d'accès à la culture. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. À titre indicatif, et d'après l'enquête française réalisée par l'Observatoire des inégalités en 2012, 63% des cadres supérieurs ont déclaré être allés au moins une fois au théâtre au cours de l'année 2011, contre 23% des ouvriers et ouvrières. De même, un quart des Français et Françaises a déclaré avoir dû renoncer au moins une fois à la visite d'un musée en raison d'un tarif trop élevé en 2011.

S'il est certain que les pratiques culturelles ont un coût, la barrière principale à la fréquentation des institutions culturelles est souvent moins d'ordre économique que so-

ciologique. C'est du moins ce que s'efforcera de démontrer le sociologue Pierre Bourdieu dans *L'amour de l'Art*. Car l'intérêt pour la culture est le produit d'un processus social dans lequel la cellule familiale, le milieu scolaire et l'environnement social (plus largement) viennent jouer un rôle clé en transmettant un «capital culturel» qui lui-même offre des grilles de lecture des œuvres d'art, des artistes qui les ont créées, ainsi que des courants artistiques auxquels elles appartiennent — outils essentiels à tout jugement esthétique. En être dépourvu, c'est ne saisir qu'une accumulation de sons, de formes, de traits, de couleurs. C'est ne pas dégager le caractère singulier de l'œuvre que l'on est censé·e admirer.

« D'autres encore mettent en exergue des fractures d'ordre économique, car inégalités économiques riment souvent avec inégalités d'accès à la culture. »

La culture est-elle l'affaire de l'État?

Cette persévérance, pour ne pas dire cet accroissement des inégalités, a poussé les gouvernements de gauche comme de droite à revoir les politiques culturelles qui étaient menées jusque-là. S'il a fallu attendre 1959 et la création du ministère des Affaires culturelles par Charles de Gaulle pour faire de la démocratisation de l'accès à la culture un enjeu politique en France, le concept d'instruction publique et de diffusion du savoir, lui, n'est guère nouveau, et avait été au cœur de la réflexion portée par les écrivains des Lumières qui voyaient en la littérature, l'art, et la science des moyens d'adoucir les mœurs, d'émanciper les peuples par le savoir, et de les libérer de l'ignorance qui les soumettent. La créa-



tion du ministère des Affaires culturelles par Charles de Gaulle annonçait alors un réel bouleversement dans la manière d'envisager le rôle des politiques culturelles en France. André Malraux, ministre de la Culture de l'époque, s'était fixé un objectif clair: permettre à tous les citoyens Français d'accéder, indépendamment de leur situation socio-économique ou géographique, à cette culture dite «légitime». Il s'agissait, dans les termes de Malraux, de «rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité» en abaissant le prix des événements culturels d'une part et en proposant un nouveau plan d'aménagement du territoire avec la création des «maisons de la culture» partout sur le territoire français d'autre part. C'est à la même époque et dans la foulée de la Révolution tranquille que le Québec crée lui aussi son ministère de la Culture. Jusqu'aux années 1960, les politiques culturelles se résument essentiellement à la préservation du patrimoine existant ainsi qu'à sa mise en valeur. La création du ministère de la Culture au Québec en 1961 répond à la nécessité de permettre à un plus grand nombre de Québécois et Québécoises d'accéder à la culture, et fait lui aussi de la démocratisation de l'accès à la culture un enjeu politique majeur.

Du *pass culture* en France à la gratuité des musées un dimanche par mois au Québec, la démocratisation de l'accès à la culture,

probablement parce que la situation le requiert, reste encore aujourd'hui au cœur des programmes des gouvernements québécois et français. Mais ces mesures sont contestables à plusieurs égards, car la culture n'est pas qu'une question de budget. La gratuité des musées et autres établissements culturels accroît certes la fréquentation de ces derniers, mais ne modifie pas la composition sociologique de leur public, dans lequel les cadres supérieurs et professions libérales restent encore surreprésentés. Et c'est là tout le paradoxe. Alors que ces mesures portaient comme objectif premier de corriger certaines inégalités socio-économiques et culturelles, elles contribuent en réalité à les renforcer, car cette gratuité n'est rendue possible que par les impôts. Les contribuables qui ne vont pas aux musées, qui sont souvent les plus pauvres d'entre eux (la classe ouvrière représente 23% des visiteurs des musées), et paient pour ceux qui les fréquentent, les plus riches.

Malgré la volonté de décentralisation culturelle, à laquelle nous devons la présence des Fonds régionaux d'art contemporain en France, les gouvernements semblent avoir du mal à se détacher d'une conception pyramidale et hiérarchique du pouvoir, ce qui fait en sorte que les institutions culturelles locales et régionales, censées promouvoir le pluralisme des expressions artistiques, obéissent au mot

d'ordre envoyé d'en-haut — en témoignent l'uniformité des collections nationales et régionales d'art contemporain en France. La décentralisation en ce sens uniformiserait notre rapport à l'art en soutenant à toutes les échelles du territoire une forme d'art légitime et officielle et en compromettant l'émergence de nouvelles formes d'expression artistique. C'est d'ailleurs plus le mécénat privé que l'État qui permet à certains courants artistiques tels que le cubisme, l'Art déco, ou encore l'Art nouveau, de se faire connaître. Longtemps critiqué pour affiliation à la fiducie, le

« Non seulement le mécénat donne à ces capitaux une voix que les autres citoyens et citoyennes n'ont pas, mais il possède une véritable vertu rémunératrice. »

mécénat s'est imposé comme l'une des nouvelles tendances des plans de financement des organismes culturels. S'il est vrai que le mécénat encourage le pluralisme des expressions artistiques en ce qu'il permet aux mécènes de publiciser les œuvres des artistes dont ils se font les médiateurs, indépendamment des politiques culturelles portées par les gouvernements, il n'en reste pas moins anti-démocratique. Car ceux et celles qui détiennent un capital économique important ont l'opportunité de rendre publiques et célèbres les œuvres des artistes qui les ont séduits. Ceux qui n'en ont pas les moyens ne peuvent que les admirer. Non seulement le mécénat donne à ces capitaux une voix que les autres citoyens et citoyennes n'ont pas, mais il possède une véritable vertu rémunératrice. Voilà toute l'ambivalence du mécénat, entre stratégie financière rémunératrice, et intérêt général et esthétique. ☹

Appropriation culturelle et censure pour *SLĀV*

La pièce de Robert Lepage a créé toute une controverse cet été.

MARILYNE DRAGON

Le spectacle, qui était présenté dans le cadre du Festival international de Jazz de Montréal, a finalement été annulé après de nombreuses protestations. Les manifestant·e·s reprochaient au spectacle son appropriation culturelle, terme expliqué par la présidente du mouvement Québec inclusif, Émilie Nicolas, dans une entrevue qu'elle a accordée à Radio-Canada: il s'agirait de la reproduction des éléments d'une culture — dans ce cas-ci, de la culture de l'esclavage — «sans donner de crédit ou de récompense financière aux gens qui l'ont créée». Ce concept prend aussi en compte l'appropriation d'éléments provenant d'une culture marginalisée. Je comprends le point de vue des représentant·e·s de la communauté noire: ceux-ci et celles-ci se sont senti·e·s floué·e·s parce qu'ils et elles ont eu l'impression que les Blancs profitaient de l'expérience de leurs ancêtres. D'ailleurs, Émilie Nicolas affirme que *SLĀV* faisait partie d'un système raciste dans lequel la créativité et les idées des Noir·e·s sont exploitées. Je suis d'accord que des personnes noir·e·s auraient dû être consulté·e·s lors de la conception de la pièce, question de bien illustrer le douloureux héritage de l'esclavage afro-américain. Cependant, l'esclavagisme n'est pas seulement l'affaire des Noir·e·s et *SLĀV* en faisait d'ailleurs part. L'histoire de plusieurs peuples réduits en esclavage, comme celle des Irlandais et des Slaves, était relatée dans la pièce. Les accusations de racisme étaient donc plus ou moins fondées, non seulement parce que la pièce n'émettait aucun propos raciste, mais également parce que l'esclavage vécu par différentes communautés était également présenté, dont certaines de ces communautés étaient majoritairement, sinon entièrement blanches.

Un manque d'information

Ce qui est le plus choquant, c'est que la plupart des manifestant·e·s, des personnes de toutes origines ethniques qui n'approuvaient pas le processus de création de *SLĀV*, n'avaient même pas vu le spectacle. Ils et elles dénigraient une œuvre artistique à laquelle ils et elles n'avaient pas assisté. Comment peut-on porter des accusations aussi graves que celles qui ont été faites contre

le spectacle, ses artisan·ne·s, et même ses spectateur·rice·s, sans savoir de quoi il était *réellement* question? Plusieurs journalistes ayant vu le spectacle s'entendent pour dire qu'il ne s'agissait non pas d'appropriation culturelle, mais d'un hommage à tous les esclaves de l'Histoire. Cela a permis à ceux et celles ayant vu la pièce d'en apprendre plus sur le sujet et ainsi de mieux comprendre la réalité des communautés ciblées. Toutefois, je conviens que l'approche de Betty Bonifassi et de Robert Lepage n'était pas totalement respectueuse, car elle a relégué aux oubliettes les principaux·ales concerné·e·s.

«manque de sensibilité flagrant et le pouvoir de s'arroger la trame narrative d'une communauté pour la raconter comme bon nous semble». La majorité des comédiennes était blanches, et cela a fait en sorte que les noir·e·s, qui auraient dû se trouver au cœur du projet, s'en sont retrouvé·e·s écarté·e·s. *SLĀV* a également démontré que la communauté noire a peu de place dans la sphère artistique, comme l'exprime Fabrice Vil dans son article «*SLĀV*» paru dans *Le Devoir*. Il faut leur offrir une plus grande tribune, il faut que des auteur·rice·s, réalisateur·rice·s,

suivi la controverse et qui fut présent dans les médias a permis de mieux comprendre comment certaines personnes se sentaient face à des œuvres de ce genre, mais l'annulation n'était certainement pas nécessaire. La discussion aurait pu se poursuivre et le public aurait alors choisi d'assister au spectacle ou non. En retirant le spectacle, la liberté de chacun·e de décider d'aller voir la pièce ou non, d'aimer le spectacle ou non, leur a également été retirée. Et cela, à mon avis, n'est pas digne d'une société qui se dit moderne, ouverte et prônant la liberté d'expression.

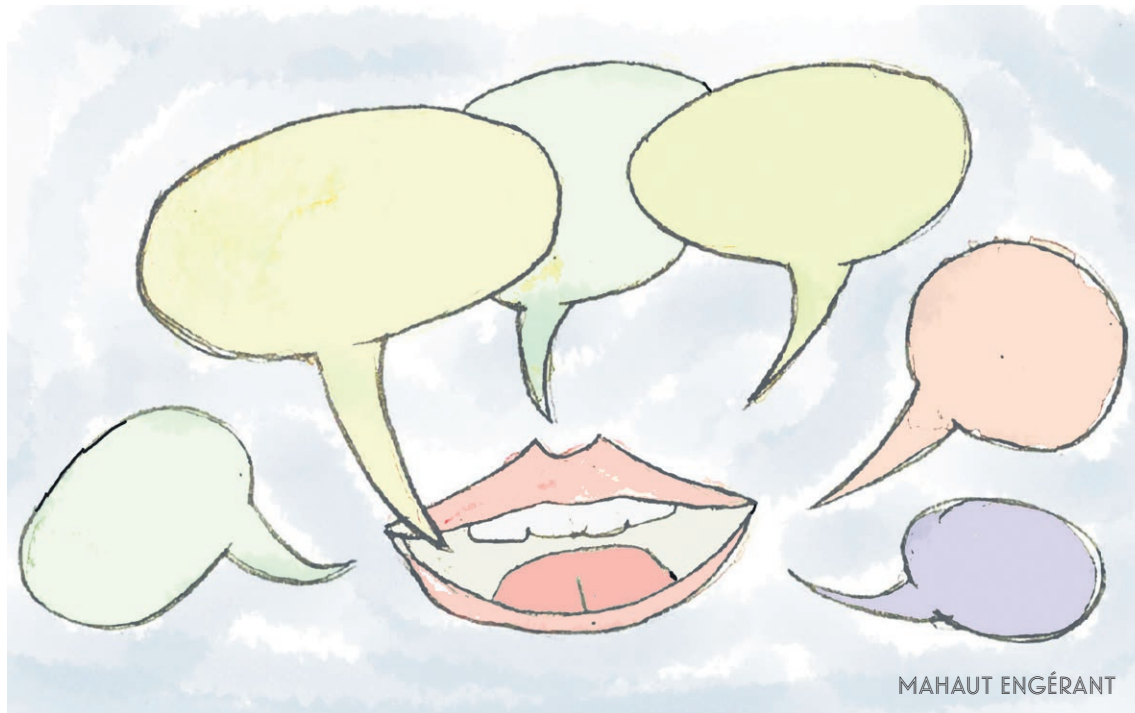
«condamnés» à créer des œuvres qui concernent leur propre race et si une autorisation officielle serait alors nécessaire pour transgresser cette «règle».

« (...) il faut que des auteur·rice·s, réalisateur·rice·s, metteur·se·s en scène issu·e·s de la communauté noire — et de toutes les autres minorités visibles — soient présent·e·s en grand nombre au Québec. »

Les interrogations de M. Barry sont d'autant plus importantes maintenant qu'un autre spectacle de Robert Lepage, *Kanata* - qui sera représentée en France, a également été annulé avant même que les représentations ne commencent. Ce spectacle aurait mis en scène des peuples autochtones. Pour que le spectacle ait eu lieu, aurait-il fallu qu'il ait été entièrement conçu par des membres de la communauté autochtone? Et qu'en est-il de *SLĀV*? Le même spectacle aurait-il été mieux reçu si Robert Lepage et Betty Bonifassi avaient été noir·e·s? Les accusations des manifestant·e·s me poussent à répondre «oui» à ces questions, mais si on en vient à ce point, je pense que ce serait un recul considérable au niveau artistique. Oui, il aurait dû y avoir plus de Noir·e·s impliqué·e·s dans la production de la pièce, mais cela ne signifie pas que la pièce entière ne mérite pas de voir le jour. Les œuvres sont bien plus riches et diversifiées si les cultures se mélangent et se côtoient. La diversité culturelle est synonyme de pluralité des perspectives et des opinions, et cela ne peut qu'être bénéfique au domaine de l'art québécois. ☹

Note de l'éditrice

Une réponse à cet article paraîtra dans une édition ultérieure.



MAHAUT ENGÉRANT

« Plusieurs journalistes ayant vu le spectacle s'entendent pour dire qu'il ne s'agissait non pas d'appropriation culturelle, mais d'un hommage à tous les esclaves de l'Histoire. »

Les problèmes de la pièce

Il va sans dire que les critiques des manifestant·e·s n'étaient pas toutes infondées; il y avait une bonne part de vérité dans leurs propos. Il aurait évidemment pu y avoir plus de comédien·ne·s noir·e·s sur scène. La présence de deux femmes noires était essentielle, mais pas suffisante afin d'interpréter des chants qui ont été créés par des esclaves noir·e·s. La représentation du peuple noir n'était certes pas optimale, particulièrement parce que, comme l'a écrit le rappeur Webster dans *Le Devoir*, dans son article «Le problème avec *SLĀV*», la principale lacune était le

metteur·se·s en scène issu·e·s de la communauté noire — et de toutes les autres minorités visibles — soient présent·e·s en grand nombre au Québec.

La censure : une erreur

La pièce a suscité un débat et des questionnements à juste titre, et le débat dont il est question aurait pu être mieux accueilli. En effet, Betty Bonifassi et Robert Lepage n'ont pas semblé être rapidement ouvert·e à la discussion. Ce fut une erreur majeure de leur part, mais il me semble tout de même que d'annuler *SLĀV* était de la censure, nuisant à la sphère artistique québécoise. Le dialogue qui a

La liberté d'expression ne consiste évidemment pas à laisser la population dire n'importe quoi sur n'importe qui. Il est plutôt question ici de l'importance de protéger une certaine liberté artistique qui fut bafouée en retirant ledit spectacle.

La nature de l'art en 2018

J'aimerais terminer en citant les mots d'Amadou Sadjo Barry, enseignant de philosophie au cégep de Saint-Hyacinthe, qui soulève des questionnements intéressants dans son article «Art et équité sociale», qu'il a soumis au journal *Le Devoir* au début du mois de juillet: «[...] si c'est la race de Lepage et de Bonifassi qui est mise en cause par les contestataires et les critiques de son spectacle, ne faudrait-il pas alors se demander si l'appartenance à une race ne donne droit qu'aux productions culturelles issues de celle-ci?». En d'autres mots, l'auteur se demande si les artistes sont

Les invasions barbares de l'humour

Les dangers d'une surreprésentation de l'humour absurde blanc au Québec.

KATHERINE MARIN
Le Délit

L'humour au Québec semble intouchable: celle (dans le présent cas) qui ose monter le ton quand vient le temps de parler de la culture comique québécoise devient inévitablement une rabat-joie aux yeux de plusieurs, et comme le mentionne Michael Billig dans *Laughter and Ridicule: Towards Social Critique of Humour*, il est très facile pour la personne critiquant d'être vite tournée elle-même en ridicule. Il ne s'agit pas ici de critiquer le rire en lui-même ou de douter de ses vertus, mais bien de souligner le goût du public pour l'humour absurde par-dessus les autres formes, et de ce fait de la disparition de la satire et de son impact sur le public.

Aujourd'hui, je prends le risque de gâcher l'ambiance, parce que je pense que le jeu en vaut la chandelle. Il me tient à cœur de dénoncer l'absence remarquée de la satire et les conséquences non seulement de cette absence, mais aussi celles de la surabondance de l'humour absurde dans la sphère publique.

L'humour absurde

Cet humour dit absurde prend plusieurs formes: selon Simon Papineau dans son livre *Le sens de l'humour absurde au Québec*, il peut être cérébral, moderne psychoaffectif ou encore moderne social. Dans le présent cas, ce sont surtout les deux premiers types qui nous intéressent. Pour ce qui est de l'humour absurde cérébral,

« À l'ère de la désinformation, accompagnée, sinon causée, par une crainte de la vérité, il me semble dangereux de s'enfermer continuellement dans la bulle protectrice que propose l'humour absurde. »

il se situerait quelque part entre l'absurde et la poésie et proposerait un monde à part, à l'image du ou des humoristes. Du côté de l'humour absurde moderne psychoaffectif, on parle dans l'œuvre de Papineau de la pensée par le biais d'une logique absurde pour aborder des thèmes comme l'amour, la

mort, la maladie, etc. Le philosophe Henri Bergson parle «du mécanique plaqué sur du viva» pour envelopper le très large spectre du comique, du risible. L'humour absurde, il me semble, pourrait être un trop-plein de mécanique, et il est difficile à saisir parce qu'il est la mousse du *stand-up* comique, le «méta», la blague sur la blague. De ce point de vue, il n'est pas surprenant de constater que les débuts des Denis Drolet n'ont pas été de tout repos, et que l'humour absurde était alors une contrée inconnue du paysage humoristique québécois. Depuis, André Sauvé et des humoristes de la relève tels que Rosalie Vaillancourt ou Julien Lacroix ont largement et brillamment exploré cet univers.

Vous aurez maintenant compris que je ne cherche pas à faire le procès de telle ou telle forme d'humour, au contraire, j'espère le retour d'un équilibre entre l'humour absurde — qui semble

vendeur par les temps qui courent, médiatisable et médiatisé par des grosses entreprises comme Québecor — et l'humour satirique comme celui d'Yvon Deschamps. La satire porte à réflexion de par sa nature critique; elle cherche à faire grincer des dents, à porter un jugement, sur les mœurs ou sur les

individus, bref c'est un humour qui sous-entend une critique sociale. Yvon Deschamps, dans ses monologues, a parfois été incompris, accusé à tort d'homophobie ou de racisme, alors qu'il ne semblait en fait qu'interpréter une caricature de ces grands problèmes sociologiques: il incarnait ces tabous sans les nommer. Il faut dire que le monologue faisait rayonner l'esprit de la Révolution tranquille à travers son humour cinglant.

Les milléniaux hédonistes

À l'ère de la désinformation, accompagnée, sinon causée, par une crainte de la vérité, il me semble dangereux de s'enfermer continuellement dans la bulle protectrice que propose l'humour absurde. Considérant l'importance de l'humour au Québec, c'est-à-dire son rôle crucial dans la construction de l'identité québécoise et dans l'affirmation de notre langue, il me semble d'une grande importance de donner une plus grande tribune à des humoristes comme Fred Dubé ou encore Louis T, entre autres. L'humour traverse les époques, et son importance comme son envergure grandissent: lorsque l'on pense qu'on est passé du Club Soda au Festival Juste pour rire, ou encore que les cascades d'Olivier Guimond sont matière à sketch dans les *Bye Bye* année après année, on ne peut douter de toute l'emprise qu'a l'humour et son marché sur le Québec. De ce fait, l'humour et les humoristes m'apparaissent comme la grande sœur ou le grand frère du public québécois, je m'explique: le public étant bombardé de nouvelles déprimantes, que ce soit à la télévision ou

par les journaux et les réseaux sociaux, le *stand-up* comique à tendance engagée propose une critique, une vision neuve pour le ou la spectateur-riche qui peut rapidement se sentir désarmé face à l'actualité grise et peu prometteuse. Le public se retrouverait donc, pour en faire une analogie, dans la position du benjamin au sein d'une immense famille dysfonctionnelle, et les humoristes, les cadet-te-s, sont ceux et celles qui ont le pouvoir de prendre position politiquement tout en ayant la confiance et l'attention du public, à la manière de frères et sœurs, mais l'un-e ayant l'autorité (artistique) de dénoncer cette oppression.

Aussi, le manque de représentation des diverses communautés dans le paysage humoristique québécois nourrit d'autant plus ce dogme hédoniste: en excluant des artistes appartenant à des minorités

visibles, il n'y a simplement pas de discussion dans le monde de l'humour. Ce manque de dialogue se ressent chez la jeunesse québécoise: certain-e-s ne pensent plus au grand problème de racisme systémique qui plane sur le Québec. Comme je l'ai mentionné plus tôt, loin de moi l'idée de bannir toute forme d'humour, il me semble simplement que des humoristes travaillant des



BÉATRICE MALLERET

textes dans l'intention d'ajouter une nouvelle pierre à l'édifice social politique du Québec devraient, dans le contexte socio-culturel actuel, avoir plus de visibilité, au nom d'une démocratie plus saine. Pourtant, la surabondance d'humoristes blancs pose aussi problème et explique en partie ce goût du public pour l'absurde: dans *Histoire politique du comique au Québec*, on parle d'une «indifférence par excès», et cette

indifférence participerait à cette apesanteur, à cette perte de contact avec la réalité. Malgré cela, il semble qu'une plus grande concurrence à l'humour absurde et aux humoristes caucasiens infuserait la dose de nouveauté nécessaire pour enclencher cette pensée critique dont la population québécoise a si désespérément besoin.

Pour revenir sur ce dernier, André Sauvé, même s'il fait de l'humour absurde, porte à mon avis une opinion mieux discernable sur l'individualisme, et sur une manière de vivre (par exemple) que plusieurs de ses confrères et consœurs, mais ne fait plus autant d'effet qu'avant. Évidemment le paysage humoristique change avec la relève, et je ne souhaite pas faire l'apologie du passé, mais le manque de diversité se voit dans les choix faits par Québecor et cie, et c'est bien dommage.



BÉATRICE MALLERET

Pluralité rime avec diversité

En plus de privilégier des artistes de l'absurde, une autre ressemblance me semble frappante: mais où est donc la diversité culturelle en humour au Québec (sans parler de toutes les autres formes de performance artistique)? Que ce soit pour la relève ou la vague qui l'a précédée, ni dans l'une ni dans l'autre y a-t-il eu

un changement notable de ce côté. Pourtant, les plus grandes boîtes gagneraient à supporter des spectacles comme *Extremiss* qui mettent en scène des groupes d'humoristes qui ont traité, hier soir, des sujets «délicats», pour reprendre les mots du synopsis de ce spectacle en particulier. Mettre à l'avant des artistes de toutes les communautés et de tout genre, c'est aussi une façon d'exprimer une opinion. ☉

PORTRAIT DE PHILOSOPHE

La Tragédie de la culture

La pensée de Georg Simmel nous aide à penser l'«appropriation culturelle».

SIMON TARDIF

Le Délit

Le philosophe et sociologue allemand Georg Simmel publia *Le concept et la tragédie de la culture* en 1911. Il y était question — vous l'aurez deviné — de culture. Pourtant, le sujet qu'il aborde et le traitement lui étant propre résonnent encore aujourd'hui dans nos cœurs d'une bien sombre manière. Malgré la perception dont nous nous refusons la vue, les mots de Simmel au sujet de la nature de la culture sont autant de routes pour nous permettre de retrouver le phénomène originel. Alors que l'«appropriation culturelle» fait abondamment les unes depuis quelques années, qu'elle mobilise bien des énergies, comprend-t-elle les nécessités qui sont le propre de la culture ?

La culture

L'«appropriation culturelle», dans sa forme à l'américaine, clame une propriété historique liée à certaines pratiques culturelles. Chez ceux et celles pour qui le concept est le porte-étendard de l'accusation morale, le spectre de compréhension du concept demeure pourtant assez large. Certains diront que toute forme culturelle n'appartient qu'à telle communauté que l'on voudrait bien catégoriser en tant que source de la pratique. D'autres, quant à eux, prétendent qu'un membre non issu de ladite communauté peut bien en parler, produire une œuvre d'art, pour autant qu'il soit sensible et à l'écoute de la situation politique, souvent affreusement discriminante, de ses membres. Qu'en est-il ?

Si l'on en croit Simmel et ce qu'il peut nous apprendre sur la nature de la culture, l'«appropriation culturelle» se méprend sur ce qu'est la culture. «La culture, nous dit le philosophe allemand, c'est le chemin qui va de l'unité close à l'unité déployée, en passant par le déploiement de la multiplicité»; c'est la rencontre de deux éléments qui ne se contiennent ni l'un ni l'autre: l'esprit subjectif et les créations de l'esprit objectif. En ce sens, tant les mots que les pratiques ne sont pas les rouages mécaniques d'une horloge. Croire le contraire en revient à croire à un délire idéaliste. La vie a cela de tragique qu'elle est un flux toujours mouvant et ne peut s'immobiliser autour d'un être immuable, mais l'intellect humain est essentiellement faiseur d'ordre... Il raidit les choses, les fige en des moments courts. Considérer la

récupération d'une œuvre en tant qu'«appropriation culturelle» procède de cette conception figée de la culture.

La culture ne peut exister en tant que pur contenu objectif. Elle doit être reçue. Voilà sa manière, le *pourquoi* l'amenant à s'étendre. Un individu écoutant au 99,5 FM le *Trio pour piano et cordes n° 2* de Schubert ne peut qu'intégrer en lui-même les valeurs culturelles de l'œuvre sans pour autant «les laisser subsister en tant que simples valeurs objectives». L'individu fait sien une œuvre et

dirigées contre une essence jaillissent précisément des couches les plus profondes de cette essence». La culture vit et meurt à la fois. Elle se crée et se détruit dans ses mêmes formes. La passion dont je peux vouloir l'expression contient en elle-même, dans sa manière, l'horizon de son appauvrissement. Nous pourrions en quelque sorte parler d'une entropie de la culture. La subjectivité pure et l'objectivité pure sont deux pôles contraires s'organisant comme un équilibre instable en constante tension.

nôtres également. Une fois l'œuvre créée, «nous ne sommes absolument plus maîtres des créations particulières qu'[elles] vont donner». La «tragédie de la culture» suppose des résistances pour lesquelles nous ne pouvons rien. Coup de paradoxe, les œuvres d'art, nous dit Simmel, «deviennent [étrangères] à leur origine comme à leur fin». En ce sens, l'«appropriation culturelle» se méprend sur la manière dont on peut concevoir les rapports tragiques entre les différents sujets et objets d'une culture.

originellement de la discrimination dont étaient victimes (et sont encore dans une certaine mesure) les Canadiens-français. Ou encore, mentionnons l'exemple de Rabindranath Tagore. Le poète indien, détenteur du prix Nobel de littérature de 1913, se disait «fier de [son] humanité quand [il] peut reconnaître et apprécier les poètes et les artistes de pays autres que le [sien]». Ses mots résonnent à notre époque comme d'improbables secousses d'un autre temps: «Qu'on me laisse goûter cette joie sans mélange de savoir que sont miennes toutes les grandes gloires de l'humanité.» Et ce, peu importe la provenance des individus, disait-il. Il fut lui aussi le sujet de récupérations. Maintenant, cet autre exemple: Van Gogh, gloire humaine, n'est pas pensable sans la récupération qu'il fit des estampes japonaises. Dans la même lignée, exemple supplémentaire: les chants d'esclaves noirs de la période esclavagiste américaine sont issus des textes bibliques chrétiens. À notre époque torturée, finalement un dernier: dans des camps de réfugiés en Jordanie, des réfugiés syriens ont présenté *Les Troyennes* d'Euripide afin de communier entre eux et exhiber au monde leur malheur. La tragédie grecque contenait la puissance interpellatrice qui faisait le génie des Grecs: sa profonde et immense humanité. Rien de mieux pour l'universel. Que retenir de ces exemples assez divers? Assurément, ce qui nous apparaît important pour Simmel en ce qui concerne la signification d'une œuvre d'art, c'est son degré de vitalité. L'œuvre d'art doit être «un enrichissement absolu de l'existence, un accroissement de sa valeur». Qu'importe donc qu'elle soit récupérée.

Ces exemples sont fort éclairants. L'œuvre d'art est impropre à la division du travail. Il n'y aurait pas le donneur de sens et le récepteur passif de ce sens. Tous participent du même ensemble créateur. C'est une incommensurabilité à laquelle les grandes cultures n'échappent pas. Le nombre de productions culturelles est si grand que nous nous trouvons un peu sous le front d'un *omnia habentes, nihil possidentes*, ceux qui ont tout ne possèdent rien. L'œuvre d'art s'autonomise au gré des réceptions qui se réinvestissent elles-mêmes dans ce que l'on peut en dire. Suivant Simmel, considérer certaines choses comme tenant de l'«appropriation culturelle» en revient à nier la nature même de la culture. Une lecture de Simmel nous apprend à accepter ce que nous ne pouvons changer et à créer. ☉



PRUNE ENGÉRANT

«La culture ne peut exister en tant que pur contenu objectif»

la récupère à partir de sa subjectivité propre. Il réinvestira lui-même cette récupération et sa subjectivité dans d'autres œuvres d'art qu'il aura conçues ou encore portera-t-il un autre regard sur quelques œuvres à la lumière de certaines autres. La logique non-linéaire à laquelle obéit la culture est bien souvent ce qui en fait toute sa beauté. Elle en est son mouvement.

La tragédie de la culture

Georg Simmel nomme ce mouvement la «tragédie de la culture». La culture passe par un développement prédéterminé où «forces d'anéantissement

La pratique culturelle obéit elle aussi à cette logique; elle se dynamise d'une forme et d'un contenu, d'une objectivité et d'une subjectivité, d'une proximité et d'une distance.

La culture est une tragédie annoncée en cela qu'elle n'est souvent pas la concrétisation de notre volonté. Supposons que même si nous voulions du plus profond de nous-mêmes transmettre l'impression que la mer furieuse eut sur nous, ou encore la discrimination dont nous sommes les sujets et, de bonne foi, supposons encore que notre œuvre d'art réponde à notre sentiment, nous ne pourrions tout de même pas nous attendre à ce qu'elle soit reçue et interprétée telle que l'on la destinait. Nous façonnons selon nos propres exigences et ne réceptionnons et interprétons que selon les

«La «tragédie de la culture» suppose des résistances pour lesquelles nous ne pouvons rien»

Tragédie créatrice

Pourtant, nous pourrions comprendre cette tragédie de manière positive, un peu comme une «interprétation créatrice», dirait Henri Bergson. Nous pourrions citer à notre compte un certain nombre d'exemples de récupération qui ont su se faire forces de création. En 2009, la rappeuse québécoise d'origine haïtienne Jenny Salgado (J.Kyll) récita le poème *Speak White* écrit quelques 35 ans auparavant. Le poème de Michèle Lalonde traitait

PHOTO

Entre violence et douceur

World Press Photo Montréal 2018: mise en réflexion du quotidien, du brutal et de l'heureux.

SARA FOSSAT
Le Délit

Le marché Bonsecours, situé au cœur du quartier du Vieux-Port, accueille tout au long du mois de septembre la 13e édition du World Press Photo Montréal. Prestigieux concours annuel de photographie professionnelle, l'événement propose une rétrospective des événements internationaux marquants de l'année passée.

En 2018, le World Press Photo Montréal récompense 42 photojournalistes de 22 pays, pour 150 images lauréates. Au long du parcours de l'espace situé au rez-de-chaussée, toutes les images sélectionnées sont distinguées et rassemblées par catégories: enjeux contemporains côtoient environnement, projets à long terme de photographes, sports ou encore portraits.

Tout juste après avoir passé l'entrée du bâtiment, l'on est happé par la première image exposée. Très sombre, en orange et noir, elle jure sensiblement avec l'ambiance claire de la salle: il s'agit de la photographie ayant remporté le prix de la photo de l'année. La récompense a été attribuée au photographe vénézuélien Ronaldo Schemidt de l'AFP (Agence France-Presse), pour l'exploit d'avoir capté l'intense violence de l'instant représentant une silhouette masculine encadrée par la police prenant tout à coup feu. José Victor Salazar Balza, 27 ans, est l'homme représenté sur cette photo prise lors d'une manifestation de mai 2017 contre le président Nicolas Maduro à Caracas, au Venezuela. Le choc est d'entrée palpable, mais le soulagement n'en est que plus grand lorsque l'on se déplace à l'envers de la photographie pour découvrir que le jeune homme s'en est tiré malgré ses nombreuses brûlures au second degré.

Terreurs et compassions humaines

Au fur et à mesure que l'on parcourt l'exposition, on note à contrecœur qu'à l'inverse du jeune José Victor Salazar Balza, tous les protagonistes ne s'en sont pas aussi bien sortis.



LA BATAILLE DE MOSSOUL, © IVOR PRICKETT



CRISE AU VENEZUELA, © RONALDO SCHEMIDT

Une section au fond à gauche de la galerie est réservée aux moins sensibles. On s'en prend rapidement plein les yeux: Toby Melville, photographe anglais raconte à travers *Witnessing*

il voit une de ces blessés, une touriste américaine, ironiquement allongée dans les cartes postales de la capitale anglaise, dispersées par la force du choc. Le contraste entre la panique lisible sur le

La douceur de l'anodin

Après tant d'émotions relativement difficiles à supporter, on escompte enfin voir un peu

«Les traumatismes des actes terroristes sont largement représentés à travers ce palmarès.»

the Immediate les attentats de Westminster où il s'avérait être présent, de manière crûment figurative. Des passants aident des victimes immédiates de la voiture-bélier conduite par le terroriste, tuant cinq personnes et faisant plus d'une cinquantaine de blessés. On

visage de la blessée et l'environnement du cadre est déroutant, et l'on ne s'en remet pas facilement. Les traumatismes des actes terroristes sont largement représentés à travers ce palmarès. Un peu plus loin, à l'arrière de la petite section, il faut passer voir *Car Attack* de Ryan Kelly



© AMI VITALE

d'espoir. On le trouve en montant à l'Espace Mezzanine, à travers l'exposition *L'Après-coup* qui concentre les regards et les rencontres photographiques d'Alexandre Champagne sur l'après-tragédie du Centre culturel islamique de Québec. Sont présentées des histoires intimes, touchantes, qui apportent finalement aux visiteurs un peu d'apaisement face à toute la violence présente au fil de l'exposition, dont il est à peine donné d'imaginer l'impact sur la vie des victimes et survivants d'attaques terroristes.

Dans un ton bien différent, en redescendant au premier étage et juste avant de quitter l'exposition, on tombe presque sans faire attention sur un îlot de douceur qui semble en décalage discret avec le poids justifié des autres sujets. *Ich Bin Waldviertel* projet à long terme de Carla Kogelman mené depuis 2012, présente une sélection touchante de clichés retraçant l'évolution d'Alena et Hannah, deux jeunes filles que la photographe suit dans leurs étés, au fur et à mesure des années.

Un portrait tout en douceur et en intimité de l'enfance et des débuts de l'adolescence dans ce petit village bioénergétique de Merkenbrechts. Les portraits des deux fillettes et leurs frères et amis jouant dehors, nageant dans ce village d'Autriche autonome en énergie de la biomasse locale et de sources renouvelables apportent une touche d'espoir nécessaire pour apprécier l'ensemble du World Press Photo à sa juste valeur: un portrait fidèle de l'année 2017. ☺

Jusqu'au 30 septembre au marché Bonsecours.

Qu'est-ce qu'un·e affichiste ?

Sur les pas de Roman Cieslewicz, l'essor d'un métier.

EVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ
Le Débit

«**U**n·e affichiste est une personne qui crée des affiches» m'indique la première réponse Google. Et avec raison. Mais cette évidence linguistique ne saurait nous éclairer ni sur son rôle, ni sa formation, ni les limites et la liberté de sa fonction. Et tout d'abord, qu'est-ce qu'une affiche? Roman Cieslewicz (1930-1996), graphiste et affichiste polonais, s'amuse de la définition du Larousse: «Une feuille imprimée, souvent illustrée, qui porte un avis publicitaire, etc.» Selon lui, c'est dans le «etc.» de la définition qu'il trouve sa place. Car Cieslewicz lui-même ne sait pas bien en quoi consiste le métier d'affichiste: dépassant le caractère commercialisateur et politique de l'affiche, il explore jusqu'à l'épuisement les capacités de l'image et de sa fonction, offrant une abondante quantité d'objets à notre étude.

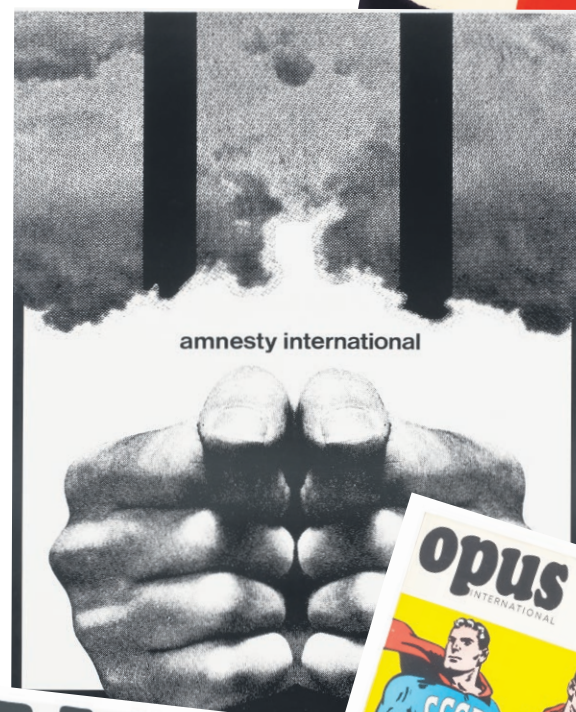
L'affiche comme arme de résistance

Diplômé des Beaux-Arts de Cracovie, Cieslewicz devient rapidement un acteur majeur

de la scène graphique polonaise. Lorsqu'en 1963, il s'exile en France pour «confronter son oeuvre aux néons de l'Occident», il bouscule les codes esthétiques de la tradition française de l'affiche, héritée de Chéret et Toulouse-Lautrec, et lui donne un nouveau souffle: celui de l'engagement.

Son oeuvre, à laquelle le musée des Arts Décoratifs de Paris rend aujourd'hui hommage, est d'un éclectisme sans limites. Affiches pour le cinéma, le théâtre, les expositions du Centre Pompidou, couvertures de livre, de journaux, mises en pages de *Vogue* ou *Elle*; il navigue dans l'océan graphique de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Mais par un dialogue perpétuel entre ses références artistiques (Dada, Avant-Garde russe, Bruno Schultz), ses préoccupations essentielles (l'actualité politique, la guerre, la tyrannie), et ses compagnons de création (Roland Topor, Raymond Depardon), son oeuvre devient rapidement la figure de l'engagement par le graphisme, dont témoignent ses projets et

sa participation critique dans la presse. Entre autre, par la revue *Kamikaze*, dont la puissance évocatrice des images suffit à critiquer et remettre en question les sujets les plus controversés de l'actualité.



La gifle visuelle

Cieslewicz considère que l'affiche a pour mission d'ins-truire, autant esthétiquement qu'intellectuellement. Il reprend ainsi les symboles les plus forts de l'actualité de son époque et de la tradition culturelle occidentale: Mona Lisa, le Che, la croix gammée; amplifiant, détournant et ravageant leur sens. Sa parole à lui, ce sont ses images, qui dérangent et fascinent autant qu'elles nous réveillent, nous assurant «l'hygiène de la vision» qu'il vise à prodiguer.

La chirurgie de l'image

Son mode de création, quant à lui, est aussi fascinant qu'édifiant. Chaque jour, il épluche la presse internationale, trie, découpe, classe son butin dans plus de 350 boîtes à thèmes différents. Puis, en remaniant les informations et les symboles visuels de ses trouvailles, il les cisaille, les assemble, afin de leur donner une nouvelle signification, celle de son propre regard sur le monde, critique et acéré. Sa méthode presque scientifique lui vaut le qualificatif de «chirurgien de l'image».

Révélaient la puissance de l'impact visuel des images, et dévoilant au grand jour la manipulation que nous subissons quotidiennement dans la presse et les images publicitaires, Roman Cieslewicz propose une définition du métier de l'affichiste qui va bien au-delà d'un rôle commercialisateur: l'art de la chimie, directe et explosive, entre message et outils visuels. Il ne tient qu'à nous d'en faire bonne utilisation. ☺

©ADAGO PARIS PHOTO 2018
MAD JEAN THOLANCE

Gare aux tatouages!

Cette fin de semaine la Gare Windsor a reçu la 16^{ème} édition du Montréal Art Tattoo Show.

EVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ

Le Délit

Chaque année depuis seize ans, un monument emblématique de Montréal abrite le célèbre Montréal Art Tattoo Show. Venu-es de l'Amérique entière, tatoueur-ses et tatoué-es se retrouvent pour partager leur art, leurs inspirations, leur technique et leur bonne humeur.

Dans une ambiance festive, au son de la vibration des machines à tatouer et de la voix d'Amy Winehouse, chacun-e déambule à la recherche

du bijou, du dessin qui tapera dans l'oeil. Certain-e-s, habitué-e-s, savent déjà vers qui se tourner: le festival est l'occasion de venir rencontrer son artiste préféré-e, et d'en ressortir frappé-e-s d'un autographe corporel. D'autres se laissent la liberté de la découverte, feuilletant les catalogues dans l'attente du coup de cœur ou du coup de tête. D'abord un lieu d'échange et de partage, le Montréal Art Tattoo Show est une véritable célébration du tatouage, de ses artistes et de son milieu. Un événement marquant, à tous points de vue! ☉



PORTRAITS

Marcelle est tatoueuse, originaire de Toronto, mais vient pour la première fois se faire tatouer au Montreal Art Tattoo. C'est l'occasion pour elle d'échanger avec celles et ceux de sa profession, de trouver de nouvelles sources d'inspiration et de se mettre dans la peau du client. Lorsque *Le Délit* l'interroge, elle est allongée sur le fauteuil, guettant l'appareil du tatoueur se remplir d'encre, tandis que l'araignée fraîchement tracée sur sa peau attend, immobile, que l'on scelle son dess(t)in à jamais. ☉

Katy est la gérante d'un salon de tatouage, situé dans le Lower East Side de Manhattan, New York. Tombée amoureuse de l'ambiance du Montreal Art Tattoo Show, elle n'en a pas manqué un seul depuis sept ans: l'énergie créative effervescente, la variété des personnes présentes, l'inspiration: rien n'y manque. Elle-même couverte de tatouages, ce n'est plus l'inspiration que Katy cherche... c'est encore un peu de place! ☉

Rémi est diplômé du Syn Studio en dessin de jeux vidéo. Sitôt sorti de l'école, il y a cinq ans, il s'initie au tatouage grâce à l'une de ses ami-e-s. De fil en aiguille, prenant goût à la liberté et la flexibilité de cette pratique, il décide d'en faire son métier. Abandonnant le réalisme pour les contours épurés, le noir et blanc pour la couleur, il se crée un style sans cesser de chercher l'inspiration autour de lui, parmi ses collègues tatoueur-se-s. Le Montreal Art Tattoo Show est alors autant un événement social qu'artistique: ce sont les vacances d'un passionné. ☉

Rick, tatoueur à Ottawa, vient chaque année depuis huit ans. Il aime l'esprit unique du festival, qui donne pleinement la place aux artistes de s'exprimer: «Ici, c'est différent des salons. Les gens ne viennent pas avec leurs images préconçues, ils viennent rencontrer un-e artiste qu'ils aiment et lui laisse la liberté de créer, lui donnant souvent carte blanche.» ☉

Retrouvez les artistes sur
www.arttattoomontreal.com

VISUEL: EVANGÉLINE DURAND-ALLIZÉ

Lire

SAMUEL FERRER
Le Délit

Qu'est-ce qui fait un bon lecteur ou une bonne lectrice? La question mérite d'être posée, et nécessite d'être lue.

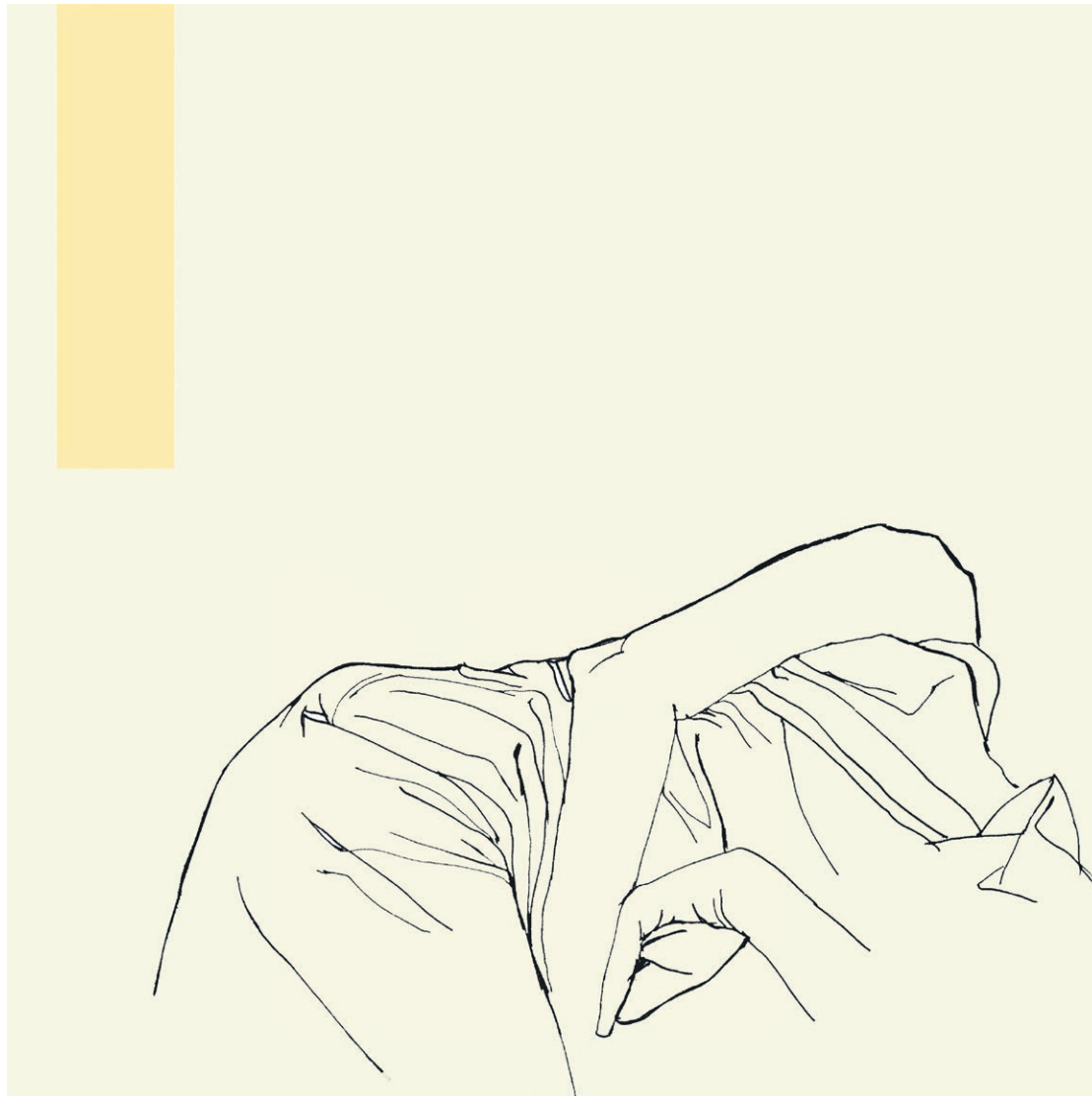
Il faut d'abord que le lecteur ou la lectrice puisse tourner les pages, ou *scroller* les lignes de l'objet lu, sans quoi la continuité de l'écrit s'estompe; quand bien même une suite serait rédigée, elle n'existerait pas car elle ne se déroule que sur papier, et non sur pupilles.

Il faut également 3 œufs, 150 grammes de farine de froment, et par trois fois le tiers d'une demi-tablette de chocolat. Ou plus précisément, il faut s'intéresser à l'objectif de l'écrit (s'il en possède un), à sa forme (un moule rond sera préféré à un plat carré), et ne pas croire tout ce que l'on nous raconte.

Il faut ensuite croire tout ce que l'on nous raconte, tant que l'on nage dans les pages, celles des petites fenêtres en arc-de-cercle; se vêtir du pagne des lignes de l'histoire.

Il faut un peu de témérité, et oser déchiffrer le double 'f' qui suit le 'déchi' — braver les mots dans leur entièreté sous peine de les déchirer.

Il faut parfois boucler son iris, *sampler* ses paupières, décoder subrepticement, à répétition, une phrase. Il faut de temps à autre fermer les yeux, pour laisser les arômes des mots décanter, et infuser les effluves de l'esprit.



Hortense endormie, Evangéline Durand-Allizé

Il faut aussi se dire que ce qui est lu n'est plus à prendre, mais reste à découvrir.

Pour lire, il faut toujours obéir à l'auteur-e contre son gré; suivre le rythme des syntaxes qui nous sont imposées. Le rythme peut être écourté par petit sot intelligent; il demeure toujours le même et nous ne pouvons y échapper. Tout au plus, nous altérons la musique, mais nous n'en changeons pas sa composition. Nous nous la rendons plus inaudible.

Il faut se réveiller lorsque l'on s'est endormi-e page 297, paragraphe 6 ligne 4, douzième mot. Le chapitre 3 aurait dû finir bien plus tôt.

Il faut s'absoudre de l'absurde, réaliser le réalisme, policer le policier, fantasmer le fantastique, et se tricoter une paire de trois chaussettes; la dernière changeant toujours de couleurs. Il faut s'essayer à tous les styles, s'essuyer sur toutes les ouvertures, quitte à être couvert-e d'un charbon lettré.

Il faut se dessiner les contours flous de visages fumeux. Brume personnelle où l'on ne voit pas plus loin que le bout de sa ligne.

Et puis surtout, au bout d'un moment, il faut accepter d'arrêter. De toute façon, même si vous ne le voulez pas, je le ferai pour vous.

Calendrier culturel

Quels objets culturels rencontrer ces prochains jours?

théâtre

ÉCOUTEZ NOS DÉFAITES END
au Théâtre Prospero
mise en scène par Roland Auzet.
Adaptation d'un roman de Laurent Gaudé, la pièce raconte la traque d'un militaire américain par un agent des services secrets français. C'est avec une rencontre teintée d'actualité que s'ouvre la saison 2018-2019 du Prospero. ⊙

dès le 10 septembre

conférence

PARTOUT, LA CULTURE
à la Maison du Développement Durable
Dans l'optique des élections provinciales, la politique culturelle du Québec, *Partout, la culture*, sera présentée. Au coeur du programme, des questions économiques, territoriales, sociétales ainsi que la question autochtone et les efforts pour lui donner, entre autres, une plus grande importance dans le paysage culturel de la province. ⊙

le 12 septembre

performance

**SO SO SILKY SILKY SILK:
SCORING YELLOW TOWEL**
à la SBC Galerie d'art contemporain
La chorégraphe et performeuse Dana Michel et le poète Michael Nadore s'allient pour composer la partition *Yellow Towel*. Leur résidence dans cette galerie est ouverte au public, et tou-te-s sont invité-e-s à voir les artistes dans leur recherche avec des documents à disposition. ⊙

jusqu'au 13 octobre

en salle

WE THE ANIMALS
au cinéma du Parc
Film basé sur le roman éponyme de Justin Torres, la façon dont Jeremiah Zagar capture ses jeunes acteurs se rapproche d'un documentaire. Tourné en 16mm, le film suit trois jeunes frères et le passage à l'âge adulte du cadet qui s'imagine un monde pour trouver du réconfort. ⊙

cinéma

dès le 13 septembre

THE SILVER CORD
à la Fonderie Darling
John Heward et Jean-François Lauda exposent leurs toiles dans l'espace industriel de la Fonderie. De la grandeur des oeuvres de Heward au jeu sur les matières de Lauda, c'est l'improvisation qui est au coeur du travail des deux artistes. ⊙

exposition

PRÉSENTATIONS

Nouvelle année, nouvelle équipe! Faites plus ample connaissance avec le nouveau conseil éditorial du *Délit* en apprenant sur leur lieu préféré à Montréal...



Lara Benattar
Rédactrice en Chef
L'Escalier



Sébastien Oudin-Filipecki
Coordonnateur de la production
Café Vasco De Gama



Alexis Fiocco
Coordonnatrice Photos
Casa Del Popolo



Béatrice Malleret
Coordonnatrice Illustrations
Le Parc des Rapides



Juliette De Lamberterie
Éditrice Actualités
Café Expression



Astrid Delva
Éditrice Actualités
Lac aux Castors



Antoine Milette-Gagnon
Éditeur Actualités
Oratoire Saint-Joseph



Katherine Marin
Éditrice Société
Kahwa Café

le délit



Evangéline Durand-Allizé
Éditrice Culture
SAT



Grégoire Collet
Éditeur Culture
Café Santropol



Simon Tardif
Éditeur Philosophie
Camellia Sinensis



Amine Baouche
Correcteur
ma terrasse



Niels Ulrich
Correcteur
Marché Jean-Talon



Madeleine Gilbert
Évènements et contributeurs.ices
Quartier St-Henri



Julie Mollard
Coordonnatrice Réseaux Sociaux
Parc La Fontaine